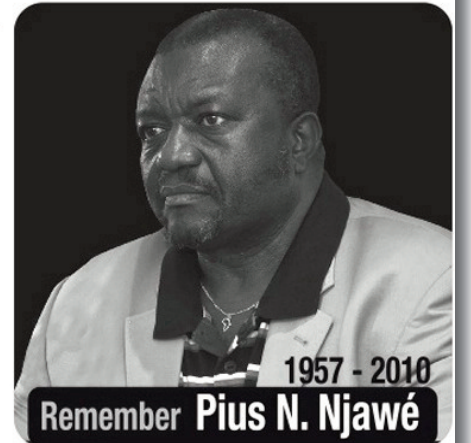


# Le Messager

A l'écoute du peuple

Fondateur : **Pius N. NJAWE** Directeur de la Publication: **Alex Gustave AZEBAZE**



N° 5053 DU MERCREDI 18 AVRIL 2018 CAMEROUN 400 F.CFA

**Quotidien**

## Fonctionnaires fictifs

# Pourquoi le Minfi organise la traque



**Pp.2 et 4**

• Selon des sources dignes de foi, plus de 21.000 fonctionnaires imaginaires recensés à ce jour. Or le Cameroun s'est engagé auprès de ses partenaires internationaux à un certain nombre de réformes budgétaires à l'échéance du 3<sup>e</sup> trimestre 2018.

## Affaires publiques

### Conac, Cnc, Tcs : quel impact ?

• Selon un sociologue, ces organes instaurés par l'État ont une incidence sociale moins ressentie sur les strates de la vie publique **P.10**

## Paludisme

### Des ravages au Cameroun selon l'Oms

• La maladie tue 4 000 personnes par an au Cameroun dont 70% sont des enfants **P.6**

## Litige foncier

### Kribi : le préfet pris en otage par les manifestants

• Ils entendaient manifester leur courroux dans un conflit qui les oppose au sieur Tantchou Pierre **P.7**

## Exploitation minière

# Gbwaboubou épingle des entreprises délinquantes

• Le ministre des Mines, de l'industrie et du Développement Technologique a suspendu quatre sociétés d'exploitation minière de toutes activités dans la région de l'Est et sur toute l'étendue du territoire. Leur liste dans ce journal

**P.8**

## Editorial

Par Alex Gustave AZEBAZE

Fallait-il titrer sur le projet annoncé par le ministre des finances camerounais d'engager dès la paie des salaires des fonctionnaires de ce mois d'avril 2012, le comptage physique des personnels de l'Etat, la désormais bien nommée opération « Coppe » ? Notre réponse au Messenger est d'emblée oui. Et s'il fallait le refaire, nous ferions sans doute plus en élaborant mieux notre titraile. Pourquoi ? Eh bien parce que même s'il s'agit désormais d'un maronnier politico-administratif de l'Etat du Cameroun comme beaucoup le remarquent à juste propos, cette fois, l'initiative intervient dans un contexte particulier.

C'est en effet un contexte d'engagements internationaux de notre Etat auprès des bailleurs de fonds multilatéraux de procéder à un ensemble de réformes dans le domaine de la gouvernance budgétaire et financière et ainsi bénéficier progressivement des différentes tranches de l'enveloppe de 666,2 millions de \$ US – soit quelque 400 milliards de Fcfa - accordée en juin 2017 par le Conseil d'administration du Fmi dans le cadre ce que les deux parties avaient baptisé la facilité élargie de crédit (Fec). Cela faisait suite à la lettre d'intention soumise par le Cameroun et portant un ensemble d'engagements de l'Etat. Le Cameroun avait alors bénéficié immédiatement, comme appui budgétaire d'un décaissement de quelque 171 millions de dollars dès la décision du Fmi.

Sans doute est-il nécessaire de rappeler quelques-unes desdites échéances contenues dans le dossier Cameroun ! Outre cette opération de décompte des effectifs actuels et réels de l'Etat qui est supposée s'achever au plus tard lors du 3<sup>ème</sup> trimestre de l'année et ainsi permettre à l'Etat de bénéficier en novembre 2018 après l'évaluation par le Fmi, de bénéficier de la deuxième tranche de l'appui budgétai-

## Couvrir l'opération Coppe est un devoir

re de 212 milliards Fcfa, le Cameroun doit avoir adopté un nouveau texte sur la politique du livre. De même qu'un nouveau Code des marchés ainsi que l'adaptation de certains textes réglementaires au code Ohada dans le but d'améliorer significativement le climat des affaires. Tout comme la réforme du système de l'entretien routier afin qu'il soit désormais opéré en régie pour une période décennale ainsi que l'automatisation des péages routiers pour leur gestion postérieure en concession, et entre autres, l'apurement des arriérés de l'Etat vis-à-vis de Eneo, l'entreprise mixte en charge de la production et la distribution de l'énergie électrique.

Il est essentiel de noter que si le décompte physique des personnels de l'Etat en vue de la maîtrise de la dépense budgétaire y afférent et dont le gouvernement a fixé le bouclage à fin juin prochain est effectif à cette date, eh bien le prochain décaissement sera effectué par le FMI en septembre 2018, après l'évaluation circonstanciée. Quant aux autres conditionnalités rapportées ci-avant et dont l'essentiel est contenu dans l'accord signé en décembre 2017 entre les institutions de Bretton-Woods et le Cameroun représenté par le Minepat d'alors Louis Paul Motaze, l'actuel ministre des finances, la dernière tranche de cet appui budgétaire de 400 milliards Fcfa sera décaissée en 2019.

Autant dire qu'il faut avoir une conception particulièrement spéciale de la couverture des affaires publiques pour ne pas informer l'opinion sur ces faits d'actualité économique et politique afin précisément de contribuer à la compréhension des choses par ces populations dont les médias sont censés être les yeux et les oreilles sur les affaires publiques. Le faire est-il de la propagande en faveur du titulaire en poste au ministère donc en charge de la mise en

œuvre de ces engagements de cet Etat nôtre ? Lesquels engagements ont été pris au plus niveau ? Si c'est qu'une partie de l'opinion veut retenir, qu'y pouvons-nous ? D'autant que dans un pays où les choix des affectations ministérielles par le chef de l'Etat lors de la formation d'un nouveau gouvernement – et il y en a eu le 2 mars dernier - ne sont jamais expliqués par une communication officielle, rendant difficile une saine analyse du jeu des mobilités du personnel gouvernemental, en raison de la nature du système constitutionnel en vigueur au Cameroun qui ne fait aucune obligation d'expliquer ses choix, eh bien, on a là, sur le tard, certaines clés permettant de comprendre certains de ces choix.

Le ministre des finances en fonction, dont le Chef de l'Etat doit avoir repéré la détermination dans la conduite des missions qu'il lui confie est alors ici à la tâche. Pouvons-nous faire autrement que de relever que c'est lui qui conduit, et cette fois pour la première fois en tant que ministre en charge du secteur de la solde, cette nième opération visant à nettoyer le fichier du personnel de l'Etat ? En espérant que les autres acteurs sociaux (société civile spécialisée sur les questions budgétaires, partis politiques et institutions parlementaires) feront chacun ce qui est en son pouvoir pour qu'enfin ce serpent de mer du fichier solde de l'Etat qui vaut tant de déconvenues au Cameroun soit un succès, nous ne pouvons que couvrir. En tant que médias, en plus national, c'est un devoir républicain doublé à notre mission sociale. En éclairant au besoin nos lecteurs et l'opinion sur la base des faits auxquels nous avons accès. Qu'ils soient publics, actuels ou passés.

## Au coeur de la société

Par Edouard KINGUE

Il y a, pour ne pas l'oublier, les exilés de l'extérieur que l'on appelle joliment la diaspora. Et depuis, les exilés de l'intérieur, qui ont encore du mal à se fixer sur la mémoire collective et oublieuse. Il y a peu d'exemples de 'diasporés' célèbres qui ont réussi une réinsertion dans la mère patrie. Manu Dibango est l'exemple d'une réinsertion ratée. Il y a un peu plus de 20 ans, il espérait creuser son trou au Cameroun en créant un cabaret dancing pour Vip à Yaoundé. Mais l'aventure tourna court. La vérité sera difficilement faite au sujet du rejet social dont le saxophoniste a été victime. Las, il a remballé son instrument et est reparti, globe-trotter mondial, vers des rivages plus accueillants.

Plus de deux décennies après son départ en catastrophe, il est sollicité cette fois par feu Ferdinand Oyono, une vieille connaissance de la place de Paris, où l'écrivain a longtemps officié comme ambassadeur. Plus tard ministre de la République, il demandera à Manu Dibango d'accompagner les pas chaotiques d'une improbable société de droits d'auteurs en gestation. Cette aventure aussi tourne court. Les réalités camerounaises et l'équation personnelle sont difficiles à concilier lorsqu'on a passé beaucoup de temps hors du pays. On perd le tempo national fait de non-dits, de non-droits, d'intolérance, de jalousie et d'embuscades... Mais passons

Voici la ville de Mbanga qui dormait, accablé d'impuissants regrets. Il devient une fois de plus le berceau définitivement provisoire d'une guerre camerouno-camerounaise qui n'est pourtant pas la nôtre, qui n'est pas celle du peuple de Lapiro. Mbanga ayant livré le maître aux chiens, la ville porte désormais les stigmates d'une chefferie désincarnée, d'un village acéphale inondé de larmes d'hier et d'aujourd'hui. Et le Cameroun officiel qui avait oublié de porter le deuil d'un combattant de la liberté, se revêt d'indifférence pour accueillir les victimes de l'orgueil. A l'heure où la « constitution constipée » attendait de nouveaux bistouris, Lapiro va nous servir d'un autre 'protest song', pour montrer du doigt là où ça fait

## Mbanga-Kumba, chemin de peur

mal, sur la colonne vertébrale d'un peuple qui ne sait plus où il en est.

Au cœur d'une nuit chaude, incapable de rire de ses déboires, un ange passait l'autre jour, laissant Mbanga et ses secrets redoutables. La veuve de Ndinga man et ses enfants sont en exil, et Mbanga faufile à l'ombre de l'ombre du maître, se serrant pour faire le lit aux nouveaux exilés de l'intérieur, mimant impuissant l'air mélancolique d'une des chansons du maître : « na foua, foua, I no bi sick ho, na ngueme de mi ho, a no di paplé, HoHo, HoHoHo, a no be thief man »...

'Matango club' son antré, réplique de 'Kalakuta city' de Fela Anikulapo Kuti, n'est plus. Le bar a été broyé par les repréailles des années de braise. Mais je l'entends encore tutoyer sa guitare. Je le vois lever le godet, en compagnie de Pius Njawe, Célestin Monga et moi...

...Une nuit de répit, nous revenons de la convention des partis de l'opposition qu'avait hébergé ce qui était encore le Sdf. Ah, Lapiro ndinga man, vite noyé dans la mémoire oublieuse d'un peuple qui n'a pas su faire foule jusqu'au bout, et actionner le changement... du changement, subissant la pression démographique d'un nouveau peuple en haillons...

Un peuple qui prolonge inconsciemment son agonie...

Mbanga, je t'appelle par ton nom du village. Ton nom ombilical. Je dis Mbanga, Tombel, Mbanga-Kumba pour extraire l'épine au pied de ta terre. Tu as le droit du sol, à toi le droit du sang, toi l'exilé intérieur des quatre murs de la peur Mbanga du bout du silence. Mon pays, emmuré vivant de Boumnyebel, de Djoum, de toutes les prisons construites pour toi et les tiens, à l'heure où les bergers nient notre identité.

A l'heure où les rails pleurent dans la prairie. Comme un grand. Comme un granit indocile, tu ne dors pas, tu es libre. Ne dors pas sur nos prières qui défilent sur les barbelés. Sur les rails douloureux du chemin de peur Mbanga-Kumba. Ne dors pas avant le dernier 'sol'. Pour ensemen- cer ta terre...

Le Cameroun nouveau à redessiner se présente mal à l'heure des exils multiples. Sera-t-il un mort-né à la Koumatekel ? Moins qu'un acte chirurgical d'urgence, le dialogue annoncé puis mort-né se présente comme une éventration des consciences assoupies. Chloroformé par le monondjanisme, le messanganyamdisme, et pour enfoncer le clou, le meonisme, enrobé lui, de gro-mologie et de bavardage politico-scientifique qui restera inscrit à l'encre indélébile dans le vide des archives académiques.

En provenance des campus où l'esprit est plongé dans l'abreuvoir pour assoiffés de promotion, l'exil intérieur attend sa problématique, tandis que les têtes couronnées de palmes universitaires semblent porter écrit la dégringolade de la science qui se noie dans la mer mourante de la pensée frigide...

Qu'est-ce que donc l'élite intellectuelle dans un tel contexte social ? Tout simplement celui qui a un vocabulaire différent, truffé de termes rares. Le vieux nègre et la médaille a cédé la place à son fils, l'idiot nègre et le diplômé. Et dans le Mbanga écorché qui s'appelle Cameroun, nous sommes un peuple écorché. Les exilés de Mbanga ne sont que l'ombre de nos exils silencieux. « Leurs intellectuels, ce sont des Robin des bois à l'envers, ils sont nuisibles. Nuisibles tout à fait, ils exhibent leurs diplômes obtenus à la Sorbonne comme des trophées, des diplômes bidon qui ne créent pas la paix ni la richesse.

C'est donc à cause de ce genre d'élite nocive et aliénée que le Cameroun ne s'en sort jamais de ce trou qui se creuse. Les fils et les filles de ce pays préparent l'explosion, « surtout à cause de dirigeants, analphabètes du sous-développement. D'un côté, les élites, de l'autre côté des moutons, au milieu, des prédateurs qui pompent l'énergie vitale ». Car qui pousserait le cri de joie pour réveiller morts et orphelins à l'aurore ? Dites, qui rendrait la mémoire de vie à l'homme aux espoirs éventrés ?

Bon mercredi et à mercredi

**LE MESSENGER**  
A l'écoute du peuple  
Fondé le 17 novembre 1979  
Edité par Free Media Group

**Le Messenger**  
Quotidien

Agence Centre-Sud-Est  
Yaoundé (Montée Anne Rouge)  
BP 7915 Yaoundé - Cameroun  
Tél./Fax. (237) 22 23 78 01

Direction - Rédaction centrale  
Administration - Commercial  
Douala (Rue des écoles)  
Entre Carrefour Idéal et Camtel Akwa  
BP 5925 Douala - Cameroun  
Tél. / Fax. (237) 33 05 91 54  
Courriel. www.lemessenger@lemessenger.net  
Site web. www.quotidienlemessenger.net

Agence Ouest - Nord-Ouest  
Bafoussam (Carrefour Madelon)  
Tél. (237) 33 44 18 42

Fondateur  
Pius N. NJAWEGérant  
Rodrigo N. TANENDJIO  
Directeur de la publication  
Alex Gustave AZEBAZEAssistante du Dp  
Covinette MBOULINO

Secrétaire Général de la Rédaction

Rédacteur en Chef Délégué  
Blaise-Pascal DASSIERédacteur en Chef Délégué (Yaoundé)  
Jean François CHANNON

Conseillers à la Direction de Publication

Edouard KINGUE  
Souley ONOHILO  
Chroniqueurs  
Edouard KINGUE  
Pr Shanda TONME  
Alain NJIPOUCoordonnateur de la Rédaction  
Christian TCHAPMI (Yaoundé)Grands reporters  
Alain NJIPOU  
Joseph OLINGAChefs de Service  
Politique : Jean François CHANNON  
Société : Nadège Christelle BOWA  
Culture : Adéline TCHOUAKAK  
Sports : Christian TCHAPMIRédaction générale  
ENAOU mè NGAMA  
Marlyse SIBATCHEU  
ESSOMBA Franck  
Edouard KINGUE  
Jean François CHANNON  
Blaise-Pascal DASSIE  
Souley ONOHILO  
Nadège Christelle BOWA  
Christian TCHAPMI  
Joseph OLINGA  
Adéline TCHOUAKAK  
Marie-Louise MAMGUE  
Blanchard BIHEL  
Achille KAMGA  
Donat SUFFOAgence Yaoundé  
Jean André MOMO (chef)  
Micheline SEUKOUAgence Ouest et Nord-Ouest  
Joseph OLINGA (chef)  
Donat SUFFOCorrespondants  
Est : Ange-Gabriel OLINGA A.  
Sud : Jacques Pierre SEHCommercial  
Jean André MOMO (chef)  
Thérèse Grâce NGWETHComptabilité  
Martin MAOUG (chef)  
Bruno DJOMSEU  
Service Abonnement  
Sandrine FOTSO épouse NDJEBETAtelier Technique  
Rodrigo KALEUMENI (chef)  
Paul NKOT  
Julie MATECKProduction  
Jean NGUEMENI (chef)  
Marcelin NJIFONRelecture  
Nicolas EPANDA

Impression

Distribution

## PAIX DANS LE MONDE

## La nouvelle approche de l'Onu

Une réunion de haut niveau portant sur la consolidation et pérennisation de la paix dans les quatre coins de la planète va se tenir à New York, les 24 et 25 avril 2018 pour examiner la question.

C'est une vérité quasi biblique. Plusieurs foyers de tension sont allumés dans divers endroits de la terre. Plusieurs pays sont devenus des théâtres de prédilection où crépissent missiles et autres armes de destruction massive. Plusieurs nations payent le lourd tribut des guerres interminables mettant en péril la vie des populations civiles. L'organisation des Nations Unies (Onu) sortie des fonds baptismaux en 1945 pour jouer le rôle de gendarme de la paix dans le monde entier, semble désormais dépassée par le cycle de violences et de destructions meurtrières qui sévit malheureusement sur terre. La paix est donc sans cesse menacée, hypothéquée. Des conflits ouverts, particulièrement violents sont en augmentation dans nombreuses parties du monde. Ce climat d'insécurité qui perdure devient tout aussi de plus en plus complexe.

Résultats des courses, nombre de populations civiles ne sont plus prises entre deux feux, mais ciblées par des attaques directes et bon nombre de gens sont contraints de fuir la violence et le désespoir qui en découlent. Cet état de fait, ne laisse personne indifférent. Y compris les vénérables membres de l'instance dirigeante onusienne. C'est dans ce droit fil



que Miroslav Laják, président en exercice de l'Assemblée générale des Nations-Unies, annonce la tenue au siège des Nations-Unies à New-York, d'une réunion du 24 au 25 avril prochain, sur la consolidation et la pérennisation de la paix dans le monde. Au cours de ce conclave de haut niveau, il sera question d'examiner la nouvelle approche onusienne pour la paix dans le monde entier. Sont attendus à cette rencontre des leaders mondiaux pour discuter de la prévention de conflits, de la médiation, du dialogue et de la diplomatie.

## Paix durable

Toutes choses qui entrent dans le cadre

d'un effort global des États-membres des Nations-Unies pour soutenir l'organisation à faire mieux dans la promotion de la paix. Selon le président de l'Ag de l'Onu « quand je parle de paix, je parle d'une paix qui puisse être considérée comme acquise. Le type de paix qui ne s'évanouira pas dès le prochain cycle électoral. Le type de paix qui ne sera pas mesuré en mois ou en années, mais en générations ». Soutient-il non sans garder en mémoire qu'une paix réellement durable est impossible dans certaines régions du monde. D'où le postulat selon lequel l'engagement de ceux qui croient à la pérennisation de la paix n'est rien s'il n'est pas accompagné des finance-

ments nécessaires.

« Nous avons besoin de plus d'investissements dans la prévention. Quand les conflits frappent une société, le tissu social se désagrège aussi. Des bâtiments sont détruits, et personne ne reconstruit. Les salaires ne sont plus payés. L'eau ne coule plus des robinets. Des sommes colossales sont ensuite nécessaires à la reconstruction, des sommes plus importantes que celles qui auraient pu permettre de prévenir le conflit. Outre les souffrances qu'on aurait pu éviter, cela n'a aucun sens d'un point de vue économique. Investir davantage dans la prévention des conflits, même dans une poignée de pays, pourrait représenter des milliards de dollars d'économies pour la communauté internationale » croit on, dur comme fer, aux Nations-Unies.

Comme pour dire que la prévention des conflits devrait être la norme, et non pas l'exception. Ce n'est qu'à cette condition que l'Onu va jouer pleinement son rôle d'intermédiaire mondial de la paix. Pour sa part, le Cameroun, autrefois îlot et havre de paix, devrait se sentir concerné par les travaux de New-York à défaut d'y prendre une part active, car depuis plusieurs années, la lutte contre la secte salafite Boko Haram à l'Extrême nord, les revendications sociales récupérées par des bandes armées qui exigent la partition du pays dans les régions du Sud-ouest et du Nord-ouest, achèvent de plonger l'Afrique en miniature dans un interminable conflit ouvert après l'épisode réussi de résorption de conflits au moyen du dialogue, à propos du contrôle de l'île de Bakassi, annexé à l'époque par le géant nigérian.

Alain NJIPOU

MAMADOU YAKOUBOU

## Le cauchemar de Cavaye Yeguié Djibril

Le premier vice-président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun est un jeune trentenaire, ingénieur zootecnicien qui a su au fil des ans, rassembler la population de sa contrée pour la défense de la bonne cause. Ce qui annonce une chaude explication dans la localité de Tokombéré d'où est originaire ce dernier mais aussi le bastion longtemps contrôlé par le Rdp sous les auspices du président de l'Assemblée Nationale.

Engagé au Mrc depuis 2013, cet ancien étudiant de l'Université de Dschang manie aisément les deux langues officielles y compris celle les plus parlées dans la région septentrionale. Lui qui a également fréquenté le campus de Dang à Ngaoundéré et même de l'Université de Maroua a été sans surprise porté à la charge de vice-président au directoire du parti de Maurice Kamto lors de la 2<sup>e</sup> convention qui s'est tenue à Yaoundé entre le 13 et le 15 avril dernier. C'est l'une des ascensions qui a presque fait l'unanimité au sein de l'Assemblée arrachant au passage des acclamations et du sourire au président Kamto qui a certainement compris qu'il a un cheval de Troie dans l'extrême-Nord et précisément à Tokombéré qui pourra, lors des échéances à venir, donner des insomnies au président de l'assemblée nationale. Venu du septentrion avec près de 300 délégués de l'Extrême-nord à la convention du Mrc.

Mamadou Yakouba dit « Mota » avait à cœur de prendre le fauteuil resté vacant depuis le départ d'Adam Djibrine. Il a cru et le parti lui a fait confiance. Selon des informations recueillies auprès de ce dernier, il doit son élection au franc-parler qui l'anime, au discours de rupture et la conscientisation des masses laborieuses



qui longtemps embrigadées sous le joug du parti dominant ont fini par croire que l'espoir est possible, le rêve étant permis, il peut ainsi porter la voix des populations de l'extrême-Nord. L'ancien élève du Cès de Tokombere et du lycée classique de Mokolo pense qu'il « faut donner au peuple le goût de croire encore au Cameroun » il est clair dans sa posture lorsqu'il ajoute que « la voix de la jeunesse compte, la voix de l'opprimé élève, la voix du désespéré sera écoutée ». Une sorte d'engagement auprès de l'opinion mais aussi la solennité qui caractérise ce jeune font croire que la « bataille » a commencé sur le terrain. Tonitruant et assoiffé du

changement, Mamadou Mota annonce les couleurs pour les prochaines échéances électorales à venir.

## Le temps du divorce

Le nouveau premier vice président du Mrc révèle à travers son entrée au Directoire national que le mouvement pour la renaissance du Cameroun « montre au Cameroun son élan démocratique et son amour pour la jeunesse ». Il constate d'ailleurs qu'« en ce moment où des défis énormes attendent notre pays, le Pr Maurice Kamto en l'associant à son combat démontre une fois de plus son attachement à l'équité et la rétri-

bution pour tous les peuples du Cameroun. » à la jeunesse, Mamadou assure à ses pairs jeunes que « le temps est venu de penser à notre avenir ». Car, qu'ajoute-t-il « les indicateurs actuels ne sont pas en notre faveur. Comment comprendre que dans un pays ayant plus de 70% des jeunes de moins de 40 ans, que les sénateurs soient des centenaires? Les ministres octogénaires et les trentenaires chômeurs ? ». Pour lui, la jeunesse est « handicapé par l'égoïsme outrancier du régime actuel. »

D'où son invite à « tournons le dos au riz sans sauce » et « engageons nous résolument vers la construction d'une démocratie solide qui fera de notre nation cette partie convoitée et où le fils du catéchiste peut espérer diriger tout comme le fils du charpentier. Je vous appelle à nous rejoindre pour l'assaut final. »

Et d'ajouter que ce changement souhaité doit se faire par « les urnes et pacifiquement. »

Souvent présentée comme « la fille aînée du renouveau », la région de l'extrême-nord s'apprête donc à vivre une rivalité sur le terrain politique puisque ce bastion imprenable pourrait dans les jours à venir être le théâtre d'une vraie démonstration de force entre acteur politique. D'autant plus que Mamadou Mota annonce « le divorce de la fille aînée du renouveau d'avec ses parents ». À en croire ce dernier, cette région serait désormais entre les mains d'un « séducteur aux arguments en béton ».

Très actif sur les réseaux sociaux, Mamadou Yakouba entend enflammer la scène par son souci permanent d'apporter des solutions aux souffrances du peuple. Très au fait de la réalité du terrain, son déploiement risque ne pas plaire au président de l'assemblée nationale Cavaye Yeguié Djibril, Tout puissant à Tokombéré, chef traditionnel et responsable du parti au pouvoir dans la région de l'Extrême-Nord qui ne manquera pas de trouver des astuces pour contrer « la gesticulation » de ce jeune loup aux dents bien longues.

Dimitri AMBA

## TRAQUE DES AGENTS FICTIFS DE L'ETAT

**Louis Paul Motaze peut-il stopper la saignée ?**

Le ministre des Finances a rendu public lundi dernier, l'initiative de son département de lancer une opération de comptage physique des personnels de l'Etat (Coppe). Cette opération en cours dès ce mois portera-t-il des fruits escomptés ? De toute évidence, en reconnaissant à l'ancien Minepat toute sa détermination de réussir là où les autres ont échoué, l'optimisme est loin d'être de mise.

Cyrille Edou Alo'o, directeur général du budget a révélé à la presse hier les justificatifs du lancement du Coppe : « Nous la lançons maintenant pour deux raisons principales. Lorsque nous regardons l'évolution de la masse salariale, nous étions pratiquement à 393 milliards F. de masse salariale en 2006, aujourd'hui nous sommes à 945 milliards de F. dans ce cadre du budget 2017. Par ailleurs lorsque nous regardons les effectifs, nous étions à 163.000 agents de l'Etat en 2006, nous sommes aujourd'hui à 322.000. » A l'analyse de ces chiffres, on peut se lancer dans des calculs pour examiner l'étendue des dommages subies par les caisses de l'Etat. Le raisonnement est simple. Si en 2006 pour 163.000 agents recensés, l'Etat a payé une masse salariale de 393 milliards, cela revient à dire en principe, par simple règle de trois, que dans le cadre du budget 2017, avec 322.000 agents recensés, l'Etat



devrait dépenser 776,35 milliards.

Or dans les chiffres donnés par le directeur du budget, la somme effectivement décaissée par l'Etat pour le traitement de ses agents est de 945 milliards. On comprend facilement, par simple soustraction, que l'Etat perd dans ces chiffres avancés au moins, et c'est le lieu de le préciser, 168,65 milliards. C'est une somme énorme dans le contexte de notre pays qui peine à financer ses projets de développement. Cette situation est d'autant inquiétante lorsqu'on sait que le recrutement des 25.000 jeunes à la fonction publique a pu gonfler les effectifs mais pas grand-chose au niveau des salaires car le traitement de cette vague de recrues n'est pas encore stabilisé d'après cer-

taines sources.

**Le mythe de Sisyphe**

Pour rendre le Coppe plus opérationnel sur le terrain, il est doté de numéros téléphoniques. Il s'agit précisément des 242 94 24 13 et le 663 17 01 04 ou le courriel à l'adresse suivante : [denonciationcoppe2018@minfi.cm](mailto:denonciationcoppe2018@minfi.cm). On ne peut qu'émettre le vœu de voir les Camerounais réagir massivement pour dénoncer ces « parasites » qui leur privent chaque jour de leurs moyens vitaux. Dénoncer un agent fictif de l'Etat est de ce fait un devoir citoyen. En réalité ce n'est pas d'aujourd'hui que les responsables du Minfi et du Minfopra se lancent aux troussees des agents fictifs de

l'Etat. A la fin de chaque campagne, on se demande quelques temps après si cela valait même la peine d'être menée. Tout se passe comme si toute tentative gouvernementale pour neutraliser ces sangsues, les galvanisant davantage pour créer de plus en plus de torts au trésor public. Ils sont connus: ce sont des fonctionnaires camerounais qui ont dûment un numéro matricule à la fonction publique, mais résident à l'étranger ou sont au pays mais ne vont jamais au travail, accaparés par les activités personnelles.

Ils se contentent à la fin du mois de venir toucher tranquillement, impunément sans aucun trouble de conscience, leur salaire. Une catégorie, aussi nombreuse, sont des agents décédés mais qui continuent toujours d'être payés, leurs ayants droits passant à la caisse sans jamais signaler leur décès à l'Etat. Par exemple, en 2005, 3700 morts continuaient d'émarger dans les fichiers de l'Etat. Cette tricherie a coûté à l'Etat, une bagatelle somme de 214 millions de Fcfa. Il y a aussi ceux qui, au sein de l'Administration crée des numéros matricules fictifs, ce qui leur permet de passer au guichet pour toucher les salaires de plusieurs agents fictifs. En 2017, la presse avait sonné l'alerte sur la présence d'un réseau de fonctionnaires fictifs au ministère des finances. A l'époque, 5 fonctionnaires au service du trésor avaient été suspendus.

**Fossoyeurs de la fortune publique**

Les différentes opérations de la traque contre les agents fictifs s'apparentent au Mythe de Sisyphe. En 2015, par exemple, l'administra-

tion dénombrait 10.377 agents fictifs. A l'opération lancée le 19 août 2015, on promettait que c'est « carrément au bazooka que les faussaires seront bootés hors des rails du nouveau système de gestion intégrée des personnels de l'Etat et de la solde (Sigipes 2). » C'est une vraie curiosité de constater au sujet de cette lutte contre les agents fictifs de l'Etat, une rupture entre le discours savamment guerrier des responsables et les piètres résultats obtenus sur le terrain. Ainsi, Jeanne Eba'a Zibi, Conseillère technique N°2 à la Minfopra, déclarait clairement : « Avec la nouvelle version du système informatique de gestion intégrée des personnels de l'Etat et de la solde Sigipes, il n'y aura plus de travailleurs fantômes ou absents. » En 2018, tout est encore à refaire comme s'il n'y avait jamais eu de traque contre ces fossoyeurs de la fortune publique.

Une question demeure, ces agents fictifs tombent-ils du ciel ? S'ils réussissent dans leurs forfaits, c'est avec des complicités au sein de l'administration. Le Minfi ne doit donc pas s'arrêter au niveau de la suspension des salaires, mais il se doit d'initier et d'engager des poursuites contre ces ennemis de la nation camerounaise. Le faire est le devoir de tous, car c'est un ennemi de l'intérieur au même titre que Boko Haram. Faiblir à leur sujet ou traiter le dossier avec complaisance est une trahison contre la nation et l'Etat. Il est donc de rigueur pour le ministre Motaze de communiquer de long en large sur cette affaire. Il n'en sortira qu'avec des lauréats éclatants.

Léopold DASSI NDJIDJOU  
(Stagiaire)

## CAMEROUN

**Comment traquer les agents fictifs**

Selon des sources dignes de foi, le fichier solde de l'Etat enregistre plus de 21.000 fonctionnaires fictifs recensés à ce jour au Cameroun.

Le ministre des Finances va en guerre contre les fonctionnaires fictifs. Une opération de comptage physique du personnel démarre dans quelques jours, dans les banques et sur l'étendue du territoire. Ainsi donc, dès la fin de ce mois, les personnels de l'Etat devront se faire identifier dans le cadre de ladite opération de comptage physique des personnels de l'Etat. Selon Edou Alo'o Cyrille, directeur général du budget, cette opération qui devra durer trois mois est lancée pour deux principales raisons : lorsque nous regardons l'évolution de la masse salariale nous étions pratiquement à 393 milliards Fcfa de masse salariale en 2006, aujourd'hui nous sommes à 945 milliards dans ce cadre du budget 2017. Par ailleurs, poursuit-il, lorsque nous regardons les effectifs, nous étions à 163 mille agents de l'Etat en 2006, nous sommes aujourd'hui à 322 000. Cela est dû, conclut-il, aux recrutements que nous avons enregistrés pendant la période concernée. Il était donc opportun, selon Edou Alo'o Cyrille, d'interroger de manière approfondie ce fichier. « Ce



d'autant plus que nous avons le phénomène de fuite de cerveaux », dit-il. Comment donc traquer les fonctionnaires ? Pour Eugene Nyambal, ancien conseiller au FMI, « pas compliqué ». Surtout, « si on met en place la biométrie et on informatise avec une interconnexion entre le fichier de la solde et celui de la fonction publique, on va éliminer beaucoup de fonctionnaires fictifs ». Selon l'expert, « Il faut faire le même travail au niveau des pensions de retraite ». L'Etat peut faire beaucoup d'économies. Mais, poursuit-il, c'est une question très sensible. « Il y

a eu beaucoup de résistance partout où on a essayé de le faire », craint-il. A en croire une certaine opinion de plus en plus répandue par des tiers, « le fédéralisme peut réduire le champ gouvernemental et permettre que les fonctionnaires soient plus proches de leur hiérarchie directe. Un chef de région aura un souci de finance si bien qu'il ne pourra pas payer un centime de plus sans résultats immédiats », soutiennent certaines langues.

On le voit bien, seule la volonté gouvernementale ne suffira pas. « Il faudra être prêt à prendre des coups.

On sait aussi que plus de 20.000 fonctionnaires devraient prendre leur retraite à ce jour. Ces "vieux" n'ont même pas honte de détourner la place qui revient naturellement à leurs enfants », s'insurge un internaute. Qui s'interroge : Mais qui inscrit ces fonctionnaires fictifs ? Qui attribue des fiches de paie aux personnes décédées ? Ne sait-on pas pourtant où ils se trouvent ?

Des chiffres puisés dans des sources officielles font état de 2007 à 2017, plus de 45.000.000.000 Fcfa ont été distraits des caisses de l'Etat au

seul titre des salaires fictifs c'est-à-dire très exactement que la masse salariale est passée de 28 à 75 milliards.

« En 1987, Le président de la République après nous avoir fait croire qu'il était devenu Che Guevara et que le Cameroun n'ira jamais au FMI, s'est justement mis hélas sous P.A.S (Plan d'ajustement Structurel). A partir de cette année et jusqu'en 2007 la masse salariale passera de 28 à 36 milliards, ce qui suppose, calcul fait, un détournement de l'ordre de 8.000.000.000 Fcfa /mois sur 12 mois, ça nous fait 96.000.000.000 Fcfa et sur les 20 ans, c'est tout simplement 1920 milliards que monsieur Biya et son équipe de rapines ont détourné au détriment de notre pays qui manque pourtant jusqu'à l'eau potable et d'énergie électrique suffisante », dénonce un internaute qui pointe un doigt accusateur sur le chef de l'Etat.

« Paul Biya entretient lui-même des salariés fictifs en constituant à chaque fois des gouvernements pléthoriques. De qui se moque-t-on ? Il nous parlera ensuite de réduction de vie de l'Etat et de "serrer" la ceinture, hallucinant lorsqu'on voit ce parc automobile luxueux des hauts agents de l'Etat parfois non opérationnel et surtout ces missions fantaisistes qui engloutissent sous son regard complice, des frais faramineux », fulmine-t-il.

B-P.D.

## COOPÉRATION CHINE-CAMEROUN

## Que sont devenues les Jeicac 2018 ?

Préalablement prévues du 20 au 27 avril puis inscrits dans le calendrier du séjour du président de la République en terre chinoise en fin mars avant d'être curieusement écartées de son agenda, les Journées économiques, industrielles et commerciales du Cameroun en Chine viennent de connaître un énième report. Enquête !

Ambiance studieuse ce lundi 16 avril 2018 au siège social des Jeicac sis au quartier Nlongkak à Yaoundé. Il est 13h mais l'heure de la pause déjeuner a été décalée « pour urgence », apprend-on ici. Les téléphones crépitent dans les bureaux. Au bout de la ligne, un interlocuteur qui prends des informations, un autre qui veut avoir le cœur net sur le programme et les modalités du voyage pour la Chine prévu au soir du mercredi 18 avril prochain, tel que mentionné sur la centaine de plaquettes de présentation soigneusement rangées dans des cartons dans un coin du secrétariat. Les imprimantes et les photocopieuses tournent à plein régime, sous l'œil attentif du Commissaire général de l'African business, développement and représentation (Abuder), point focal de l'organisation de cet important rendez-vous qui se résume en une opération de promotion grandeur nature de l'image du Cameroun en Chine à travers l'exploration des réalités économiques et commerciales de la Chine en vue de « saisir les opportunités en vue d'impulser le développement durable, améliorer l'état de la balance commerciale du Cameroun par rapport à la Chine. Bref, trouver des débouchés aux produits made in Cameroun ».

#### La Chine attend le Ok du Cameroun

Mais l'engouement et l'engagement dont font montre l'équipe que dirige Jean



Marie Aboganena cache mal le spectre de l'incertitude qui plane sur la tenue des Jeicac. La question des délais est au centre d'une nouvelle tempête de faible amplitude au sein du pool de l'organisation technique qui a cru bon de ne pas affoler les personnes concernées. En effet, l'événement a été reporté sine die pour une raison somme toute banale. Le gouvernement chinois qui accueille plus de 200 opérateurs économiques venus du Cameroun, estime qu'il faut avant toute chose que l'Etat du Cameroun produise un document attestant de la présence sur son sol de ces investisseurs.

Une caution morale signée de la plus haute hiérarchie du pays. « C'est ce document qui est attendue par notre partenaire chinois, précisément par la mairie de Jina pour organiser l'événement. Vous savez que la Chine est un pays communiste, les pouvoirs publics y ont un rôle prépondérant ou prédominant sur toute action. C'est à ce titre que le gouvernement local de Shandong qui accueille l'événement, a souhaité recevoir une note du gouvernement de la République du Cameroun, lui autorisant d'organiser cet événement avec nos partenaires en Chine, notamment le brimpower word technologic beijing network », confie

Aboganena. Et ce dernier de regretter le fait que la délivrance du précieux sésame dont la demande a été pourtant introduite au Secrétariat général de la présidence de la République depuis un mois, perde autant de temps.

#### Sabotage et tentative de déstabilisation ( ? )

Une lenteur de procédure qui a pour corolaire ce blocage qui risque de paralyser toute la mécanique organisationnelle si ce n'est de décourager ceux des investisseurs déterminés à effectuer le déplacement pour l'Empire du milieu à l'effet de

rechercher et négocier des projets de développement, mais aussi conclure des partenariats avec les entreprises chinoises. C'est dire que ce ballet de reports et de renvois pourrait finalement plomber l'ambitieux projet qui a jusqu'ici résisté aux campagnes de sabotage et à moult tentatives de déstabilisation opérées dans l'ombre par certains réseaux et lobbies ayant pour sombre dessein, de faire capoter l'affaire. Préalablement prévues pour octobre 2017 puis reportées pour décembre 2017, les Jeicac ont été renvoyées pour avril 2018 faute d'un nombre conséquent de participants camerounais inscrits à date pour y prendre part, les partenaires

chinois ayant souhaité recevoir 1000 entreprises du terroir lors de la tenue de cette rencontre à Beijing.

#### Voler la vedette

Bien plus, la majorité des participants dont 353 entreprises chinoises pour 200 structures camerounais avaient déjà confirmé leur participation et engagé ainsi nombre de dépenses. Les partenaires chinois ont également mobilisé de multiples industries chinoises qui attendaient leurs homologues camerounais. Mais, alors que Jean Marie Aboganena, le commissaire de l'événement et ses équipiers attendaient impatiemment le haut accord de voir jumelées les Jeicac à la visite de Biya en Chine (du 22 au 24 mars) compte tenu des enjeux politico-économiques que charrient une telle opération, ils apprendront avec amertume et une profonde désolation que cette démarche a été annulée pour des raisons et desseins inexplicables.

Rendu à ce stade, faut-il donc désespérer ? Non, argument les organisateurs. « Les différents reports ne sont pas de notre fait, c'est dû à l'environnement et au fait qu'un certain nombre de personnes ont voulu arracher la vedette aux Jeicac qui étaient choisis par la présidence de la République pour être jumelés à la visite que le chef de l'Etat vient d'effectuer en Chine, les uns et les autres comprennent les enjeux du Jeicac, le bien fondé, l'intérêt et nous sommes convaincus que d'ici à là les Jeicac se tiendront effectivement pour le bien de notre pays ». Parole de Commissaire ! On attend !

Christian TCHAPMI

### Quand l'Afrique en miniature épouse l'Empire du milieu

Le jeu de mots et l'allégorie des symboles contenus dans cette phrase va bien au-delà des raisons ayant guidé le choix des organisateurs sur la Chine. « Il s'agit d'un moment fort approprié pour les politiques et les créateurs de richesses d'aller capter, l'instant de quelques jours, les intrants majeurs d'un processus actionnel dynamique qui doit tirer notre pays vers l'émergence tant voulue, espérée et attendue par tout un peuple. La Chine peut être ce catalyseur dont nous avons besoin : c'est pourquoi nous devons massivement participer aux Jeicac avec tout ce que notre pays compte comme atouts économiques, commerciaux et industriels », explique Jean Marie Aboganena, le commissaire de l'événement. Pour lui, la conquête des espaces commerciaux et des marchés nouveaux constituent la démarche qui doit être internalisée dans les politiques de développement. Les Jeicac se veulent donc, le ressort, le déclencheur de l'appropriation des savoir-faire chinois notamment la découverte, l'échange et l'action vers des transferts de technologie. Autrement dit, il s'agit d'aller à la conquête des savoirs, des savoir-faire et du modèle asiatique de plus en plus séduisants, percutants et conquérants.

C.T.

#### JEAN MARIE ABOGANENA

## « Les réseaux et les lobbies ont voulu voler la vedette aux Jeicac »

Commissaire général des Journées économiques du Cameroun en Chine, il présente les contours de ce nième report et promet que cela n'aura en rien une incidence dans la mobilisation des investisseurs.

#### Où en êtes-vous avec les préparatifs des Jeicac ?

Les Jeicac se préparent sereinement. Mais à ce jour, nous avons encore quelques détails à régler, notamment l'obtention de la note verbale du gouvernement. Laquelle est attendue par notre partenaire chinois, précisément par la mairie de Jina pour organiser l'événement. Vous savez que la Chine est un pays communiste, les pouvoirs publics y ont un rôle prépondérant ou prédominant sur toute action. C'est à ce titre que le gouvernement local de Shandong qui accueille l'événement, a souhaité recevoir une note verbale du gouvernement de la République du Cameroun, lui autorisant d'organiser cet événement avec nos partenaires en Chine, notamment le brimpower word technologic beijing network. Son président Lifeng est venu au Cameroun trois fois pour préparer les Jeicac et avec lui, nous avons été reçus dans nombre de départements ministériels. Donc, pour cette note verbale, nous avons déjà introduit les demandes au niveau des ministères des Relations exté-



rieures, celui du Commerce et au ministère des Petites et moyennes entreprises et de l'économie Sociale et de l'Artisanat. Il s'agit là des départements ministériels qui sont nos partenaires pour l'organisation de Jeicac. Nous pensons que dès cette semaine, nous allons accélérer la procédure d'obtention de ce document, car au niveau de la Chine, il devrait être déjà parvenu aux autorités chinoises de la province de Shandong, tout comme à nos partenaires de Brimpower work technologic.

*Pensez-vous qu'en quatre jours, ce document vous sera délivré et que l'événement se tiendra dans les délais ?*

Hélas ! Cela n'est pas matériellement faisable. Ce retard fait que les Jeicac risquent ne plus se tenir à date notamment du 20 au 27 avril comme préalablement prévu. Il faut préciser que cet événement avait déjà été reporté car les Jeicac étaient supposées se tenir pendant la visite du président de la République en Chine donc du 20 au 27 mars. Le nouveau report nous impose une nouvelle réorganisation et une nouvelle stratégie pour permettre de mobiliser le plus grand nombre de partenaires. C'est la délivrance de ce document qui va nous permettre d'arrêter la nouvelle date. Ce nième report qui ne va pas pour autant décourager les uns et les autres, va plutôt nous permettre de toucher les quatre autres régions du Cameroun qui n'étaient pas encore touchées jusqu'ici de façon physique. Nous avons rencontré les opérateurs économiques dans les dix régions du Cameroun, mais nous n'y sommes pas allés pour organiser des réunions de sensibilisation un peu partout. Je pense ici à la région de l'Est. Nous allons organiser une réunion à Bertoua, une réunion à Ngaoundéré dans l'Adamaoua, une réunion à Garoua dans le Nord et une dernière dans l'Extrême-Nord. Les différents opérateurs économiques ont là une opportunité pour rattraper le train de l'émergence qui démarre avec les Jeicac parce que ceux-ci visent le développement du Cameroun en accélérant l'industrialisation du Cameroun et donc l'atteinte de l'émergence de notre pays.

*Ces multiples reports ne vont-ils pas finalement déboucher à l'annulation*

#### pure et simple de cet événement ?

Je ne vois pas les choses sous le prisme de causes et conséquences. Si nous continuons à travailler sur l'événement c'est que nous-mêmes nous ne tenons pas à l'annulation des Jeicac. Nous ne pouvons pas concevoir un projet, y travailler pendant un an et demi et y contribuer à son annulation. Nous continuons à mobiliser et à sensibiliser les différents acteurs et continuer le plaidoyer au niveau des différents départements ministériels, des institutions de la République, du premier ministre ainsi que de la présidence de la République, nous sommes sûrs que nous serons entendus. C'est un événement qui a désormais très connu et nous pensons qu'avec l'implication des organisations patronales comme le Gicam et la Chambre de commerce, cela viendra donner une nouvelle dimension surtout après cette visite éclatante de président de la République en Chine, on peut dire qu'il a balisé le chemin pour que les Jeicac connaissent un succès retentissant. Donc, ce qu'il faudrait reconnaître c'est que les différents reports ne sont pas de notre fait, c'est dû à l'environnement et au fait qu'un certain nombre de personnes mal intentionnées voire des réseaux ou lobbies ont voulu voler la vedette aux Jeicac qui étaient choisis par la présidence de la République pour être jumelés à la visite que le chef de l'Etat a effectué en Chine en mars dernier. Toutefois, nous sommes convaincus que d'ici à là les Jeicac se tiendront effectivement pour l'intérêt et le développement de notre pays.

Propos recueillis par C.T.

## SANTÉ PUBLIQUE

## Le Cameroun veut vaincre le paludisme...



Selon l'Organisation mondiale de la santé (Oms), le rythme actuel est insuffisant pour atteindre les étapes énoncées pour 2020 dans la Stratégie technique mondiale de l'Oms de lutte contre le paludisme 2016-2030.

De concert avec la communauté internationale, le Cameroun commémore l'édition 2018 de la Journée mondiale du paludisme sous le thème « Prêt à vaincre le paludisme ». Selon l'Organisation mondiale de la Santé (Oms), ce thème souligne l'énergie et l'engagement collectifs de la communauté mondiale pour s'unir autour du but commun d'un monde sans paludisme. Il met aussi en lumière les progrès remarquables accomplis pour venir à bout de l'une des maladies humaines les plus anciennes, tout en rappelant les tendances inquiétantes qui ressortent du Rapport 2017 sur le paludisme dans le monde à savoir que : « L'action mondiale contre ce fléau est à la croisée. Après une

période de succès sans précédent, les progrès marquent le pas ».

D'après les experts de l'Oms, le rythme actuel est insuffisant pour atteindre les étapes énoncées pour 2020 dans la Stratégie technique mondiale de l'Oms de lutte contre le paludisme 2016-2030. Cette stratégie préconise une réduction d'au moins 40% de l'incidence du paludisme et des taux de mortalité liée au paludisme d'ici à 2020. Mais, selon le dernier rapport de l'Oms sur le paludisme, le monde n'est pas sur la bonne voie pour franchir ces étapes importantes. En 2016, on a dénombré 216 millions de cas de paludisme dans 91 pays, soit 5 millions de cas de plus qu'en 2015. Cette maladie a entraîné 445 000 décès en 2016, un chiffre similaire à celui de 2015 (446 000). Au Cameroun, le paludisme tue 4 000 personnes en un an dont 70% sont des enfants. Soit, un enfant meurt du paludisme toutes les deux minutes.

Sans des mesures urgentes, les avancées majeures dans la lutte contre le paludisme sont compromises. En effet, les experts estiment que le rythme doit être considérablement accéléré. Pour ce faire, l'Oms et

d'autres partenaires techniques comme l'Unicef appellent les pays affectés et leurs partenaires de développement à stimuler les investissements dans la prévention de cette maladie qui demeure à la fois une cause majeure et une conséquence de la pauvreté et des inégalités dans le monde. Au rang des activités retenues, l'on note une Table ronde sur les nouvelles directives de prise en charge du paludisme du Programme national de lutte contre le paludisme (Pnlp) et l'utilisation de l'Artésunate injectable à l'Ecole des Infirmiers Diplômés d'Etat à l'intention des Elèves IDE, Sages-femmes et maïeuticiens ; une réunion de plaidoyer et d'information auprès autorités administratives, religieuses et traditionnelles, élus, responsables d'association en faveur d'une mobilisation autour des activités de prévention et de prise en charge du paludisme (notamment la gratuité de la prise en charge pour les moins de 5ans et la campagne de distribution de masse de MILDA en 2018). Le paludisme est une maladie potentiellement mortelle due à des parasites transmis à l'homme par des piqûres de moustiques femelles infectés.

Nadège Christelle BOWA

## VISITE

## Médecins sans frontières «au chevet» du Messenger

A l'occasion de sa tournée générale dans les organes de presse dans la ville de Yaoundé, Mourina Moustapha, la responsable de la communication de L'Ong humanitaire Médecins sans frontières (Msf), au Messenger, a permis d'avoir plus amples informations sur leurs activités de janvier à février 2018

Quinze minutes chrono ! C'est le temps qu'a duré la brève mais enrichissante visite de Mourina Moustapha à l'agence régionale Centre-Sud-Est du Messenger hier lundi 16 avril 2018. Accueillie par Christian Tchampi, le Coordonnateur de la rédaction qui présidait la traditionnelle conférence du lundi, la jeune dame a d'emblée reçu les vives salutations de l'ensemble de la rédaction honorée de recevoir comme premier visiteur, un émissaire de Médecins sans frontières. L'hôte du jour, visiblement émue par cet accueil chaleureux, va en profiter pour présenter les missions et les actions de l'organisme humanitaire en terre camerounaise depuis une trentaine d'années. Bon à retenir, c'est en agissant en toute impartialité, neutralité et indépendance, que l'organisation médicale et humanitaire internationale, Médecins sans frontières (Msf), apporte une assistance médicale aux populations victimes des conflits armés, des épidémies, des catastrophes naturelles ou encore d'exclusion des soins.

Présente dans plus de 70 pays, «l'organisation tire 90% de ses fonds des donateurs privés. « C'est alors grâce à ces fonds, qu'elle parvient à accomplir ses actions. Installé au Cameroun depuis à peu près 30 ans, l'organisation a entre autres, travaillé dans la lutte contre le VIH/Sida dans les villes de Yaoundé et Douala dans la période 2000 à 2013 et aussi dans la prise en charge de l'ulcère de Buruli, maladie tropicale négligée précisément de 2002 à 2014. De janvier 2014 à juillet 2015, Msf a apporté une assistance médicale, nutritionnelle et psychologique aux réfugiés centrafricains qui ont fui les violences pour trouver refuge dans l'Est du Cameroun », peut-on lire sur la plaquette de présentation remise au Coordonnateur de la rédaction.

## Actions en zone anglophone et au Nord

S'agissant particulièrement de l'année en cours, Msf a œuvré dans les régions du Nord et Sud-ouest du Cameroun pour faire face à la crise humanitaire qui n'a pas cessé d'y perturber. Ainsi, dans sa réponse aux urgences, l'organisation internationale a mené une mission exploratoire afin d'identifier, en collaboration avec le ministère de la santé, les besoins et les solutions adéquates pour soulager la souffrance de la population de ces localités. Dans l'immédiat et pour faire face à l'afflux massif des blessés, Msf a organisé dans un premier temps, à l'intention du personnel médical des hôpitaux de la région du Nord-ouest et du Sud-ouest, une formation de prise en charge massive de blessés et victimes de traumatismes. Les hôpitaux de la région ont ensuite reçu du matériel médical et des médicaments. Toujours prêt à répondre aux urgences, Msf fournit quotidiennement depuis le début du mois de février 82.5m<sup>3</sup> d'eau potable aux déplacés du camp de Kolofata.

Ce dernier abrite plus de 5000 personnes confrontées à la difficulté d'approvisionnement en eau potable. En effet, chaque année, la saison sèche dans l'Extrême-Nord occasionne une pénurie d'eau potable favorisant l'apparition des maladies hydriques puisque ce camp ne dispose d'aucune infrastructure de distribution d'eau. Cependant, au vu de la stabilité de la situation sanitaire dans le district sanitaire de Kousseri et à son hôpital annexe ; aussi considérant le déploiement et la volonté d'autres acteurs humanitaires à pouvoir continuer le support dans les centres de santé et l'hôpital annexe de Kousseri, Msf passe progressivement ses projets de soutien aux structures sanitaires de cette aire de santé à ses partenaires humanitaires. Nonobstant cela, l'organisation garde un œil vigilant sur la région et se tient prêt à répondre d'urgence en cas de nécessité.

Rostand TCHAMI (Stg)

En attendant les nouveaux chiffres officiels sur cette maladie, on se souvient que lors de la commémoration de 2017 sous le thème « En finir avec le paludisme pour de bon », le Cameroun selon André Mama Fouda, ministre de la Santé publique, enregistrait 1,7 million de cas de paludisme sur les 7,5 millions de personnes reçues en consultation dans les formations sanitaires en 2016, soit une morbidité de 23,6% ; 2 637 décès étaient attribués au paludisme, soit un taux de 12,4%. « Ces résultats démontrent des progrès évidents, car le taux de morbidité est passé de 29% à 23,6% et la mortalité de 30% à 12,4% entre 2012 et 2016 », vantait alors le patron Camerounais de la santé. On se souvient que le pays a récemment reçu du Fonds mondial pour la lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme, un montant de 65,45 millions d'euro alloué à la lutte contre le paludisme. Avec pour principales axes d'intervention: la lutte anti vectoriel à travers la distribution des moustiquaires (14 millions moustiquaires à distribuer à tous les camerounais) ; le traitement préventif intermittent chez la femme enceinte ; le renforcement du système communautaire, etc.

NCB

## EDUCATION

## Trimestre décisif pour les élèves

Après deux semaines de congé de décompression pour certains et remise à niveau pour d'autres, les élèves ont effectivement repris le chemin de l'école hier, 16 avril 2018.

Pour ceux qui croyaient que l'école était déjà finie, eh bien ! C'était une illusion. De même pour tous ceux là qui se plaignaient déjà de rester à la maison, le train de l'école a effectivement repris la voie du chemin de fer. Sur tout le triangle national, tous les élèves, de la maternelle, du primaire et du secondaire, ont repris la route de l'école pour le dernier tournant. Le troisième trimestre a généralement été considéré comme le tournant décisif pour les élèves, car c'est à ce niveau que réside le sort des éventuels admis en classe supérieure et ceux des échoués. L'heure n'étant plus à la traine, les élèves ont presque fait le

plein de leurs établissements respectifs. A l'école maternelle et primaire, la pépinière par exemple, tous les élèves étaient présents dans leurs salles de classe ; aucune absence enregistrée. L'institutrice en charge du primaire, n'a pas manqué de rappeler que le troisième trimestre est le trimestre déterminant pour la réussite des élèves ; d'où l'importance de maximiser le plus d'effort pour amener les enfants à mieux assimiler ce qui les échappe encore.

## Nalova Lyonga visite 5 établissements

Même à l'école publique d'Ekoudou, qui a connu une catastrophe le mois dernier, les cours du 3<sup>e</sup> trimestre y ont véritablement débuté. Pour la circonstance, le Ministre de l'éducation de base (Minedub), Youssouf Adjidja Alim, s'y est personnellement rendue pour s'assurer de l'effectivité de la reprise des cours. « Le taux de présence avoisine les 97% ; ce qui est très encourageant. C'est un établissement qui à la fin du second

trimestre a connu une tragédie et donc les enfants tout comme les enseignants ont subi un choc. Mais malgré cela, la reprise des cours est effective », rassure-t-elle. Et d'ajouter « le troisième trimestre est un trimestre très décisif, il était donc de bon ton pour nous de venir nous assurer de l'état de mise en œuvre de toutes les recommandations qui ont été formulées ». Youssouf Adjidja Alim a alors effectué les mêmes observations et recommandations à l'école publique de Nkoldongo et à l'école catholique saint Charles louanga de Nkoldongo.

Dans la volonté qui les anime tous de s'assurer de la reprise effective des cours, le Ministre de l'enseignement secondaire (Minsec), a visité 5 établissements de la capitale. Dans chaque établissement, elle a recommandé aux encadreurs de veiller à la sécurité et à la propreté du cadre qui accueille les élèves et a demandé à ces derniers, de rester concentré sur les études. Surtout que concernant les classes d'examen, ils commencent les évaluations en fin mai.

Rostand TCHAMI (Stg)

ÉGLISE ADVENTISTE DU 7<sup>E</sup> JOUR

## L'Association de l'Ouest opère sa mue

Elle devient la Fédération de l'Ouest Cameroun. Cette mutation est la conséquence de la croissance de cette communauté de l'Eglise adventiste du 7<sup>e</sup> jour, qui regroupe les régions du Littoral, Ouest, Nord-Ouest et Sud-Ouest. Les bases de cette Fédération ont été fixées lors de l'Assemblée constituante qui s'est tenue à Douala du 8 au 14 avril 2018.

C'est une nouvelle ère qui s'ouvre à l'Eglise adventiste du 7<sup>e</sup> Jour, du moins, pour ce qui est de la communauté de l'Ouest Cameroun, qui regroupe les régions du Littoral, Ouest, Nord-Ouest et Sud-Ouest. En effet, depuis le 14 avril 2018, date de la clôture de son Assemblée constituante ouverte le 8 avril dernier sous le thème « **fidélité à sa parole** », l'Association de l'Ouest Cameroun, est devenue officiellement, la Fédération de l'Ouest Cameroun (Faoc). « *Lorsque dans notre système religieux nous parlons de fédération, il s'agit d'une performance qui montre la croissance, la maturité et aussi*



une certaine stabilité », explique le président de l'Eglise adventiste du 7<sup>e</sup> jour, Union mission du Cameroun, le Pasteur Valère Guillaume Minyono.

Cette décision est précédée par une étude menée au préalable par l'instance dirigeante de cette congrégation religieuse. Une enquête au cours de laquelle, certains paramètres ont été évalués. Notamment les indicateurs d'évangélisation, de finance et des fidèles de la Communauté. Lorsque ces indicateurs sont favorables, explique le Pasteur Valère Guillaume Minyono, l'association accède au titre de la Fédération, qui symbolise la maturité, la stabilité et la

croissance de l'association. « *La Fédération de l'Ouest fait partie de la grande communauté des adventistes au Cameroun. Nous sommes concentrés sur la région du Littoral, de l'Ouest, de Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Nous avons 98 églises et groupes organisé pour une Communauté d'environ 6377 âmes* », explique le pasteur David Vivian Njock, le président de la fédération de l'Ouest Cameroun.

Cette cérémonie, présidée par le représentant du gouverneur de la région du Littoral, était aussi marquée par l'installation de nouveaux administrateurs de la Fédération de l'Ouest Cameroun, qui auront la res-

ponsabilité de conduire cette communauté pendant quatre ans. Cette équipe est présidée par le pasteur David Njock. Il est accompagné entre autres par le secrétaire exécutif, le pasteur Daniel Japhet Ntouna, le trésorier, Dieudonné Batanti, les chefs de département. « *Nous avons un grand champ à conquérir sur le plan missionnaire, c'est notre premier défi. Sur le plan infrastructurel, nos églises ont encore quelques éléments à améliorer, sur le plan éducatif, nous voulons accroître notre contribution à l'éducation au Cameroun* », explique le nouveau président de la Fédération de l'Ouest.

Marie Louise MANGUE

PASTEUR VALÈRE GUILLAUME MINYONO

### « Nous avons en vue, des projets dans le domaine de la santé, l'éducation... »

Le président de l'Eglise adventiste du 7<sup>e</sup> jour, Union mission du Cameroun, apporte des précisions sur les objectifs de la première assemblée constituante de la Fédération de l'Ouest Cameroun, qui s'est déroulée au siège de cette congrégation à Douala du 8 au 14 avril 2018.

L'Eglise adventiste du 7<sup>e</sup> Jour, clôture ce samedi, son Assemblée constituante. Qu'est-ce qu'on peut retenir de cette semaine de travail ?

Ce que nous pouvons retenir en un mot, c'est qu'au niveau de l'Eglise adventiste du 7<sup>e</sup> Jour, l'Ouest Cameroun, dans ce que nous appelions, mission de l'Ouest Cameroun, a fait preuve d'une croissance et est devenu aujourd'hui, Fédération des adventistes du 7<sup>e</sup> jour de l'Ouest Cameroun. Lorsque dans notre système religieux nous parlons de fédération, il s'agit d'une performance qui montre la croissance, la maturité et aussi une certaine stabilité selon les critères dont un texte a été fait. Avant que nous puissions atteindre ces statuts, des équipes sont descendues à partir de l'instance supérieure



de l'église et ont examiné nos critères en matière d'évangélisation, de finance, d'infrastructure, de membre. Lorsqu'ils ont examiné ces indicateurs, nous avons compris qu'il était possible pour ce champ, d'accéder au statut de fédération qui en un mot, est un critère de maturité, de stabilité et de croissance effective.

**Cette croissance doit probablement impliquer de nouveaux projets dans cette communauté...**

Bien évident. C'est pour

cette raison, que nous avons dit que l'objectif que nous avons atteint, n'est qu'un point dans le processus de croissance de ce champ. Devenir une fédération n'est pas une fin en soi, mais il est question pour eux maintenant, d'observer un double défi. Le premier, c'est de se maintenir dans ce statut parce qu'il y a eu des expériences où ailleurs, on n'a pas pu supporter ce statut, parce qu'il entraîne des exigences. Il ne faut pas que les institutions souffrent d'un certain nombre de maux, mais il faut qu'ils se

maintiennent, c'est-à-dire que les indicateurs financiers soient améliorés, que les effectifs en matière d'évangélisation soient décuplés, qu'on puisse avoir la création de bien d'autres institutions, principalement, dans le social. Aussi, nous ne visons pas une seule fédération, mais deux ou trois autres. En examinant les leviers, nous avons la ferme assurance que cette fédération, peut éclater en deux ou trois autres.

**Quelles sont les recommandations que vous donnez à ces nouveaux dirigeants de cette Fédération qui vient de naître ?**

Ils ont de nombreux défis à réaliser. Le premier, c'est celui d'évangéliser, de se mobiliser pour travailler pour le salut des âmes qui sont à Douala et dans le grand Ouest. Le deuxième est de travailler pour que les institutions puissent être créées. Nous avons en vue, parlant des institutions, des projets dans le domaine de la santé, l'éducation, bref, tout ce qui concerne le social. Nous leur demandons d'orienter leur vision dans ces domaines. Le dernier défi, c'est de travailler dans une bonne mobilisation, une bonne collaboration entre eux, habitée par une humilité convergente, une bonne collaboration avec les autres églises et les autorités chargées de diriger notre pays.

Entretien réalisé par M.L.M.

### LITIGE FONCIER

## Les manifestants prennent le préfet en otage

Les entrées de la préfecture étaient bloquées par des manifestants qui entendaient manifester leur courroux quant au litige qui oppose les populations au sieur Tantchou Pierre.

Le préfet de l'Océan a certainement eu chaud en voyant la marée humaine qui s'est déversée devant ses services ce 17 avril. Pas de pancartes, pas de plaques, mais les chants et les slogans renseignaient à souhait sur le courroux de ces populations. « *Tantchou veut gêner tout un village* », « *Nous avons marre des agissements de la gendarmerie* », « *Nous réclamons nos droits et on veut nous mettre en prison* », pouvait-on entendre chanter. Le nœud du problème, une barrière en matériaux provisoires détruite en mars dernier par les populations du village Bumé parce que, disent-elles, les empêchaient de circuler à la plage où elles avaient l'essentiel de leurs activités.

Ce mardi 17 avril, les populations, de concert avec le chef supérieur Mabi et ses notables, ont décidé de marcher jusqu'à la préfecture de Kribi afin « *de nous faire tous arrêter par le commandant de compagnie de gendarmerie de Kribi parce qu'il veut arrêter certains jeunes du village* ». C'est près de cinq cents (500) personnes qui ont investi l'esplanade de la préfecture de Kribi, obstruant l'entrée des services du préfet de l'Océan, et refulant même les usagers. « *Nous sommes venus ici afin de nous livrer tous à la gendarmerie afin que le commandant de compagnie nous mette en prison. Nous en avons marre. M. Tantchou a confisqué la justice. Comme il n'y a plus de justice, nous préférons qu'on nous jette tous en prison et comme cela le village reste vide ...* », déclare Jules M, un manifestant en furie. Ni les négociations du premier adjoint préfectoral, ni l'arrivée des dizaines de gendarmes et du commissaire central Maan Raymond et ses éléments ne va dissuader les manifestants. C'est après près d'une heure de discussions que le commissaire central mué en médiateur va convaincre les populations de libérer l'entrée de la préfecture. Le chef supérieur Mabi, sa majesté Mvoubia Thomas, le chef du village Ebuye, sa majesté Mourir et d'autres notables seront admis à négocier avec le préfet et son état-major, le procureur et le commandant de compagnie. Après une demi-heure, il sera décidé que les personnes impliquées dans les casses devaient être entendues. « *C'est pour se dérober à la justice que les élites de ce village organisent toutes ces manifestations afin de torpiller la justice, parce qu'elles savent que les actes que les leurs ont posés sont graves. Mais il n'en sera pas ainsi* », nous révèle une source judiciaire.

C'est finalement aux environs de 15h30 que les manifestants vont prendre le chemin du village Bumé pour une concertation avec l'autorité traditionnelle suprême.

Au moment où nous allions sous presse, le village s'est déporté à la gendarmerie accompagner les accusés qui doivent être auditionnés à la compagnie de gendarmerie de Kribi. Les populations ont promis de représailles si l'un des leurs venait à être gardé à vue. Mais cette affaire de terrain qui oppose les populations riveraines à M. Tantchou est loin d'avoir livré tous ses secrets. Toutes les tentatives de rencontrer M. Tantchou se sont avérées vaines. Il refuse de parler à la presse.

Sévère KAMEN (Cp)

## EXPLOITATION MINIÈRE

## Des entreprises délinquantes épinglées à l'Est

Le ministre des Mines, de l'industrie et du développement technologique a décidé de la cessation d'activités de ces sociétés pour défaut d'autorisation d'exploitation.

Peace Mining, Lu et Lang, Hong Kong, Société camerounaise d'exploitation minière (Scem). Voici les quatre entreprises sommées de « suspendre toutes leurs activités d'exploitation minière dans la région de l'Est et sur toute l'étendue du Cameroun ». L'annonce de la suspension des ces sociétés est du Minmid, Ernest Gbwaboubou. Il était en visite au village Longa Mali, situé dans l'arrondissement de Bétaré Oya, le mardi 09 avril 2018. Le ministre n'a pas encore formalisé cette annonce. Il a tout au moins indiqué aux autorités locales, particulièrement au Sous-préfet de la localité de veiller au respect des décisions prises au cours de la visite. « L'entreprise Hong Kong est sommée de partir dès le 10 avril 2018, elle n'a pas l'autorisation d'exploiter. Quant à Metallicon, cela fait six à sept mois que l'on a fermé la société pour non réhabilitation des sites détruits par l'activité minière. Nous allons aussi fermer Peace Mining qui exploite illégalement avec les documents de Caminco », a formellement indiqué le ministre.

Parmi les sociétés citées supra, la Scem, appartenant au député Rdpc Ali Bachir. Le ministre après avoir demandé aux responsables de la société les papiers qui leur donnaient l'autorisation d'exploiter, ces derniers ont plutôt souligné qu'ils n'avaient qu'une autorisation d'exploration. « Et qu'est-ce que vous faites dans l'exploitation ! », s'est indigné Ernest Gbwaboubou qui a ensuite ordonné l'arrêt de tous les travaux. En promettant d'informer



Ali Bachir par écrit sur les mobiles de cette interdiction à exploiter, servie à la Scem. Quant à l'entreprise Lu et Lang, le ministre a révélé aux communautés que ladite entreprise devrait suspendre toute exploitation sur son site à Longa Mali. Cette décision du ministre prise séance tenante lors de la réunion, survient à un moment où cette entreprise a été impliquée dans plusieurs drames. En effet, en Novembre 2017, apprend-on, un employé de cette société après avoir abattu avec une arme à feu un artisan minier de Longa Mali, avait été tué par la population. Les employés de la société chinoise se disaient propriétaire de l'espace où travaillaient les artisans miniers, sans toutefois présenter les papiers. L'altercation par des coups de feu avait fait deux morts (un côté camerounais et un côté chi-

nois). « La responsable de cette entreprise - Mme Lu - interpellée, avait été sans justification relâchée quelques jours après ce drame. Rien n'a filtré sur les raisons de sa libération », s'étonne une source proche du dossier.

## Circulation

Selon des témoignages des Ong opérant dans ce secteur, en décembre 2017, dans l'un des sites miniers ouverts et non réhabilités de la même société chinoise située au village Ngoe Ngoe, neuf personnes avaient été tuées lors d'un éboulement. Bien avant ce drame, des corps de quatre artisans miniers en état de putréfaction du village Ngoe Ngoe, avaient été trouvés ensevelis dans un trou minier appartenant à ladite société chinoise. « Il faut pré-

ciser que sur le chantier minier basé à Ngoe Ngoe, en plus des trous ouverts et abandonnés, la société a bloqué la circulation d'un cours d'eau avec de la boue provenant du lavage d'eau. Le fleuve « bâton » ne circule plus et plusieurs animaux ont déjà trouvé la mort dans ce cours d'eau envahi par la boue. L'on parle même d'enfants morts dans ce fleuve désormais obstrué par la boue d'or déversée par la société Lu et Lang », raconte une source.

## Documents d'emprunt

Le ministre des Mines après avoir annoncé les suspensions, a profité de sa visite sur le terrain pour rappeler aux exploitants miniers que « dans le cadre des réformes en cours dans le secteur minier, le désordre ne sera plus tolé-

ré. Ceux des opérateurs exerçant avec des documents d'emprunt ou loués seront purement et simplement chassés ou traduits en justice ». Ernest Gbwaboubou a également déploré l'absence de dialogue qu'entretiennent les entreprises minières chinoises avec les autorités et les communautés. Il a donc instruit le sous-préfet de mettre sur pied un cadre de concertation multi-acteur. « Le Sous-préfet doit instituer une réunion mensuelle avec les autorités traditionnelles, les représentants des artisans, les communautés et les responsables des sociétés minières. Ces sociétés doivent être contraintes par écrit. Ces réunions vont se tenir sous-réserve de la situation des entreprises minières chinoises », a instruit le ministre.

Achille KAMGA

## ORDRE NATIONAL DES ARCHITECTES

## La nouvelle équipe impulse une nouvelle dynamique

Outre les utilisateurs de ses services, l'Ordre national des architectes du Cameroun, (Onac) se tourne vers les fabricants de matériaux de construction.

L'ordre national des architectes du Cameroun a désormais le regard tourné vers les sociétés de fabrication des matériaux de constructions. C'est du moins la nouvelle dynamique qui sous-tend la nouvelle équipe dirigeante de l'Onac conduite par son président, Louis Désiré Côme Awono. Qui l'a martelé lors des travaux de son Assemblée générale tenue vendredi, 13 avril dernier à la salle de conférence Andre Siaka du Gicam. Plusieurs entreprises intervenant dans le secteur des Btp y ont pris part. Notamment les Cimenteries du Cameroun, Seigneurie, Legrand, Bocom, Steelgo, une entreprise basée en France. Elles se sont succédé au pupitre pour présenter chacune ses services et leur savoir-faire.

Cette ouverture a également été matérialisée par quelques contrats de partenariats paraphés séance tenante, entre l'Onac et Cimencam ou bien avant entre l'Onac et la



société Seigneurie, spécialisée dans la peinture ou en perspective entre l'Onac et Alucam a-t-on appris.

Placée sur le thème : « L'ouverture de l'Onac vers les sociétés spécialisées dans les matériaux de construction pour une architecture durable et innovante », la dynamique apportée par le président de l'Onac permettra aux architectes de maîtriser le processus de fabrication de ces matériaux, mais davantage de consolider ses ressources a indiqué Louis

Désiré Côme Awono. Présidant les travaux, le représentant du ministère de l'Habitat et du développement urbain, Nang Bitang a enjoint les architectes de faire attention à la qualité des matériaux utilisés. Aussi leur a-t-il demandé de se pencher sur la relecture du code déontologie de cet ordre profession. Rencontres BtoB et mini foire exposition ont meublé ces deux jours de travaux.

Blanchard BIHEL

## Ecam et Scb Cameroun aux côtés des Pme

Le mouvement patronal Entreprises du Cameroun (Ecam), et la filiale camerounaise du groupe Attijariwafa bank, « ont décidé d'unir leurs efforts, et mettre en commun leurs atouts respectifs pour l'accompagnement des Pme (Petites et moyennes entreprises, ndlr) et Pmi (Petits et moyens investissements, ndlr) Camerounaises ». Ecam aura donc pour responsabilité « de rendre accessible une information financière fiable sur les Pme encadrées dans le cadre de ce programme ». A cet effet, les dirigeants des entreprises souscrivant à cette offre, devront être disposés à communiquer sur la situation financière, les investissements, l'exploitation et les perspectives de leurs structures respectives. En tant que garant de ces financements, le mouvement patronal appelle les Pme et Pmi intéressées par ce dispositif de soutien et d'accompagnement, de s'enregistrer auprès de ses services au plus tard le vendredi 18 mai 2018.



LIBRE CIRCULATION DES BIENS ET DES PERSONNES

## La Guinée équatoriale va désormais desserrer l'étau à la frontière

Depuis environ cinq mois, les frontières guinéennes sont fermées au niveau de Kyé-ossi. Les activités économiques ont pris un sérieux coup entraînant ainsi certains commerçants à la banqueroute. Une situation très préoccupante pour les autorités administratives camerounaises qui, avec leurs homologues du côté équato-guinéen ont trouvé une solution médiane. Spécialement, la Guinée ouvrira ses frontières deux jours sur cinq.

Depuis l'année 2018, Kyé-ossi marque le pas sur place. La ville frontalière la plus au Sud du triangle national subie les conséquences du coup d'état manqué en décembre 2017 en Guinée-équatoriale. Depuis, la frontière équato-guinéenne est fermée. Les entrées se font au compte gouttes avec une fouille systématique. L'activité économique a pris un sérieux coup, provoquant même les grincements des dents des acteurs de la filière. Pour Gaston Boyo, commerçant au marché de Kyé-ossi : « l'activité est presque morte ici, rien ne bouge, on jongle seulement, ce que ça donne on prend juste pour le maintien ». Une situation qui est compliquée pour l'ensemble des vendeurs qui avaient pour la plupart, des clients réguliers venant de l'autre côté de la frontière. Pour lui, il y a des jours que les équato-guinéens traversent frauduleusement aussi en passant par la brousse pour venir se ravitailler car, les frontières sont totalement fermées. La situation s'est



dégradée avec l'inflation devenue galopante en cette période où les activités sont au creux de la vague. Les consommateurs paient cash car, les commerçants tiennent à garder leurs marches bénéficiaires. Pour une diplomatie de proximité et dans le but de sauver l'économie locale en préservant le bien-être des populations de part et d'autre de la frontière.

Les autorités administratives des deux pays frères et amis ont opté pour une synergie d'action dévoilée par le préfet de la vallée du Ntem Handerson Quetong Kongeh. Il est question que la Guinée équatoriale ouvre ses frontières deux fois par semaine à savoir, le mardi et le vendredi pour que prospère les échanges commerciaux entre le Cameroun et ce pays frère. Un pas amorcé pour la normalisation de cette situation mais, le plutôt sera le mieux pour le bonheur des populations des deux pays.

Il convient de rappeler qu'en décembre 2017, un groupe de mercenaires étrangers selon les autorités équato-guinéennes, a voulu attenter à la sécurité du chef de l'état de ce pays qui se trouvait dans le palais présidentiel de Koete Mongomo pour les fêtes de fin d'année, à une cinquantaine de kilomètres d'Ebibeyin, au carrefour des trois frontières entre le Gabon, le Cameroun et la Guinée équatoriale.

C'est dans cette zone que les mercenaires ont été arrêtés le 27 décembre 2017, du côté camerounais de la frontière, selon les sources camerounaises. Depuis lors, les frontières Guinéennes ont été fermées à cet endroit et les renforts déployés le long de cette frontière. Le souhait est que ce léger mieux puisse durer, en guise d'une volonté sous régionale de la libre circulation.

Jacques Pierre SEH

DISTRIBUTION DES JOURNAUX

## « 237 Kiosque » vise la diaspora

La nouvelle plateforme de distribution de journaux en ligne, a été présentée hier à Douala, au cours d'une conférence de presse. A la différence de ses prédécesseurs, « 237 Kiosque » vise principalement les Camerounais de l'étranger.

Dernière réalisation de *Think to view*, entreprise spécialisée dans le développement de sites et plateformes internet, « 237 Kiosque », accessible à l'adresse [237kiosk.com](http://237kiosk.com), est un support de vente de journaux en ligne sous forme de fichiers numériques. Novice dans un environnement contrôlé par *Ekiok* et *Kokipress*, il vise principalement la diaspora camerounaise. « Nous avons constaté qu'au Cameroun, les éditeurs produisent des articles, mais n'ont pas la possibilité de s'ouvrir sur le monde. Ce que nous apportons aujourd'hui, c'est cette touche d'innovation qui va permettre aux journaux locaux de pouvoir vendre au-delà des frontières », confie Gabriel Kwaye, directeur général de *Think to view*. La structure part du constat que, les Camerounais de l'étranger « ont beaucoup de difficultés pour avoir des informations sur les événements qui se passent au Cameroun ».

Pressentie comme un moyen de multiplication des ventes de journaux, et par conséquent d'un meilleur fonctionnement de la



presse écrite camerounaise, la vente de journaux en ligne a vite fait de montrer ses limites. En effet, avec la vulgarisation des smartphones et des réseaux sociaux, une édition de journal achetée en format pdf (portable document format), peut être partagée sans restriction aucune. A cet effet, cela entraîne d'énormes manques à gagner pour les organes de presse. Ce qui a amené « 237 Kiosque » à implémenter un moyen de protection. « On a mis en place un mécanisme sécurisé qui empêche le téléchargement des fichiers pdf ; ce qui ne donne l'accès en lecture qu'aux personnes abonnées sur la plateforme », rassure le directeur général. Le site a aussi ceci de particulier que la lecture ne peut se faire hors connexion. Ainsi, l'entreprise a mis sur pied des moyens d'optimi-

sation, qui permettent non seulement d'accéder facilement aux données avec une connexion de mauvaise qualité, mais aussi en dépensant moins de crédit internet.

Lancée depuis le 1<sup>er</sup> février dernier, la plateforme travaille actuellement avec une vingtaine de périodiques. Elle se définit comme un comptoir pour les organes de presse, qui y vendent leurs contenus contre une commission négociée de gré à gré. Pour cela, les différents supports médiatiques affiliés disposent d'un compte « manager », qui leur permet de mettre en ligne leurs contenus, et de suivre l'évolution des achats de ceux-ci. Ils peuvent même répondre aux commentaires de leurs lecteurs à travers le site internet. « J'ai entendu dire que leur cible principale c'est la

diaspora. Cela va permettre à la presse camerounaise, ndlr de s'ouvrir à l'international. Si cela peut également rapporter des chiffres (revenus financiers) aux éditeurs de presse, ce sera une bonne chose », espère Alex Koko, directeur de publication du journal *Le Parcours*.

« 237 Kiosque » permet également des abonnements, afin de fidéliser les lecteurs qui, pour accéder aux contenus, doivent préalablement créer un compte « utilisateur » sur la plateforme, et l'alimenter à hauteur de 10 euros (soit 6 550 francs cfa) minimum. Ce qui peut se faire à travers des moyens de paiement par cartes visa, paypal ou mobile money.

Le Prince FOGUE (stagiaire)

## VIABILISATION DE LA PME La solution qui vient du Gicam

Le Groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) a ouvert un centre pour le développement de la petite et moyenne entreprise (Cdpme) hier mardi 17 avril 2018 sous la présidence de Laurent Serge Etoundi Ngoa, ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat (Minpmeesa).

Des statistiques porteuses d'espoir qui ne couvrent malheureusement pas les insuffisances congénitales des petites et moyennes entreprises (Pme). Selon des données de l'Institut national de la statistique (Ins) les Pme constituent au Cameroun 99% des entreprises. Contribuent à hauteur de 40% au produit intérieur brut. Correspondent à 61% des emplois pourvus et contribuent à 31% aux impôts. Pourtant ce poids des Pme sur le tissu économique camerounais n'oculte guère ses insuffisances. La faible capacité managériale, les difficultés d'accès aux financements, les délais sans cesse rallongés de paiement des factures, faible mobilisation des fonds propres, le poids d'une fiscalité et une parafiscalité handicapante, la qualité de la gouvernance, l'absence de culture de remboursement des crédits...

Pour sortir les Pme de ce cercle vicieux qu'achèvent la concurrence déloyale et le poids de la dette intérieure, le groupement inter-patronal du Cameroun (Gicam) a lancé mardi 17 avril 2018 le Centre de développement de la Pme (Cdpme). Pas moins que le ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat (Minpmeesa) pour inaugurer le nouveau bébé du Gicam et du Bureau international du travail, partenaire de longue date du Gicam, pour apporter l'onction gouvernementale. Pour le président du Gicam, Célestin Tawamba, les réponses apportées jusque-là ont peu d'impacts sur les « gains de croissance, la diversification et la compétitivité de l'économie camerounaise, création des emplois et réduction de la pauvreté ».

### Mutualisation

D'où l'idée du patronat de changer de paradigme et de mettre la Pme au cœur des préoccupations. Le Cdpme ambitionne de ce point de vue d'être le Centre de référence pour l'accompagnement de la Pme camerounaise, proposer des services à valeur ajoutée correspondant aux besoins réels de la Pme. Quatre grands axes sous-tendent le déploiement du Cdpme. D'abord le développement et l'accompagnement des Pme/Pmi, la promotion de l'entrepreneuriat, ensuite le suivi et conseils à la diaspora économique et enfin l'intelligence économique. Surfant sur l'initiative du Gicam, le ministre Etoundi Ngoa annonce la création dans les prochains jours des centres publics de développement de la Pme dans les 10 régions du pays. Non sans informer les chefs d'entreprise de la volonté du gouvernement d'apurer toute la dette de l'Etat vis-à-vis des entreprises au plus tard en février 2019.

Autant dire qu'aucune initiative n'est de trop dans la ferme volonté affichée par les parties, secteur public et privé, de positionner l'économie camerounaise dans une marche durable vers la croissance. Pour y parvenir, la mutualisation des efforts devra produire des impacts nécessaires sur l'émergence de l'économie camerounaise.

Alain NJIPOU

## Elecam, Conac, Cnc, Tcs et Cnjc: des épiphénomènes sans impact sur la vie publique au Cameroun

PAR SERGES AIMÉ BIKOI\*

La crise ayant ébranlé certaines structures a été à l'origine de la création des entités appréhendées comme des épiphénomènes. Le conseil électoral d'Elecam, la Commission nationale anti-corruption, le Conseil national de la jeunesse, le Conseil national de la communication, le Tribunal criminel spécial sont, entre autres, des organes instaurés par l'État camerounais, mais dont l'incidence sociale est moins ressentie sur les strates de la vie publique.

Que ce soit aux plans politique, économique, social ou encore aux niveaux juridictionnel et communicationnel, il y a des structures qui ont été mises à contribution par l'État camerounais depuis des années, mais l'impact social est à géométrie variable. Ces organes ont la caractéristique singulière d'être portés sur les fonts baptismaux à la suite d'un contexte conflictogène, voire crisogène. Sur le champ politique, la naissance du conseil électoral d'Elecam corrélaté à la Direction générale des élections intervient, il y a plus d'une décennie, après



de multiples contestations électorales faites par des leaders et acteurs sociopolitiques. Malgré tout, des formes de protestation demeurent et Elecam reste, à l'état actuel, plombé par sa bureaucratie inféodée à l'idéologie dominante du régime en place.

Des arrestations parfois spectaculaires

Si l'on franchit le seuil économique, il apparaît que le

contexte chancelant et déstructurant de la moitié des années 80 au Cameroun s'est accompagné d'un essaim de scories au rang desquelles figure le serpent de mer qu'est la corruption. Dans le dessein d'endiguer cette pieuvre, le président de la République a créé la Commission nationale anti-corruption (Conac), l'enjeu étant de combattre cette

pathologie sociale. Seulement, plusieurs années plus tard, la Conac reste et demeure un épiphénomène sans pouvoir coercitif susceptible d'inquiéter les macro-prévaricateurs. C'est la même observation qui est faite s'agissant du conseil national de la communication (Cnc), dont les décisions prises en termes de suspension d'organes de presse pour une durée temporaire par la figure de proue restent lettres mortes et sont sujettes à des formes de sarcasmes de mauvais aloi des Hommes de médias épinglés et sanctionnés. L'Opération épervier a repris droit de cité depuis 3 semaines. Près de dix anciens gestionnaires de la fortune publique sont écroués à la prison centrale de Yaoundé et de Douala.

Même la création du Tribunal criminel spécial (Tcs), chambre juridictionnelle spéciale, au plan judiciaire, n'a, jusqu'à l'heure actuelle, escompté des effets positifs fort marquants en termes de recouvrement (récupération) des sommes faramineuses des gros bonnets de la République écroués et condamnés dans les geôles des prisons centrales de Yaoundé et Douala. En

dehors des arrestations parfois spectaculaires et sporadiques, dont le chronogramme est non-lisible et non-traçable, le Tcs est sous l'emprise de l'exécutif dont le chantre régule le mode opératoire des interpellations.

Enfin, au plan social, l'on ne saurait mettre sous le boisseau un autre épiphénomène créé en 2009. Il s'agit, en effet, de la création du Conseil national de la jeunesse du Cameroun (Cnjc), organe ultra dépendant du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique (Minjec). Né au lendemain des émeutes urbaines de février 2008, il était question de forger une entité libérale et autonome des jeunes. Mais au regard de la permanence de la logique de l'État paternaliste, le Minjec a été façonné pour régenter et contrôler systématiquement le Cnjc, dont la potentialité d'indépendance est essentiellement nulle. D'où la malléabilité des leaders à la tête de cette instance. Que ce soit Elecam, la Conac, le Cnjc, le Cnc, le Tcs, etc l'impact desdits organes inféodés à l'État est essentiellement faible au grand désarroi du bas-peuple.

\*Sociologue



**AFRIKA OPTIC MEDICAL**  
Cabinet d'Optique Médical  
Inscrit au tableau de l'ordre national  
Conseils - Vente - Montage  
Ajustage - Réparation - Entretien  
SINCE 2005

### BIENVENUE A AFRIKA OPTIC MEDICAL SARL

**AFRIKA OPTIC MEDICAL SARL** cabinet médical sis à Dombe-Kribi face témoins de Jéhovah succursale de la Direction Générale sise à Akwa carrefour salle des fêtes face ADVANS CAMEROUN (Immeuble la régionale) à Douala. Possédant l'autorisation d'exercer en clientèle privée n°148, objet de l'arrêté ministériel n°0365/AECP/MINSANTE/SG/DOSTS/SDOS/SPMS, décerné à son administrateur délégué et inscrit au tableau de l'ordre national des opticiens du Cameroun sous le n°094/ONOC. Agréé par les compagnies d'assurances et les mutuelles.

Spécialiste de la vue et des équipements optiques de tout genre.

Nos prestations : Conseils – Consultations des yeux – Vente – Montage – Ajustage – Réparation & entretien gratuit de tous vos équipements optiques (lunettes et autres).

Vous avez choisi **AFRIKA OPTIC MEDICAL SARL** pour vos lunettes ou vos lentilles et nous vous remercions de votre confiance. L'équipe **AFRIKA OPTIC MEDICAL SARL** vous garantit esthétique, confort et prix compétitifs, nous veillerons à vous offrir la meilleure qualité de service, en matière de conseils, d'entretien de vos lunettes ou de vos lentilles.

Découvrez sans plus attendre autant de preuves de notre engagement au service de ce que vous avez de plus précieux : **Votre vue.**

A très bientôt.

Info line : 237 699 67 75 94 (whatsapp)

237 675 70 04 89

Email: [afrikaoptic@yahoo.fr](mailto:afrikaoptic@yahoo.fr) (face book)

**Le Messenger** A l'écoute du peuple

**NOS ESPACES A VOTRE PORTEE**

Pour vos annonces (petites ou grandes), choisissez Le Messenger dans nos formats tabloïds et PDF !

Contactez nos services aux numéros:

(+237) 677.528.757/ 699 74 86 98 /675 66 68 12/675 48 00 06

Ou envoyez à l'adresse email :

[lemessenger.info@gmail.com](mailto:lemessenger.info@gmail.com)

Ou déposez-les directement :

**Au siège à Douala sis Rue des Ecoles Akwa**

**Dans nos agences et représentations :**

\*Yaoundé (Montée Ane Rouge)

\* Bafoussam (Immeuble Madelon)

\*Bamenda (699 58 34 26)

\*Ebolowa (677 30 01 86)

\*Bertoua (674 02 35 43)

\*Kribi (696 55 31 85)

Un personnel dévoué est à votre disposition.

Des tarifs préférentiels vous seront accordés.

La Direction

## Scènes

# Kombo : Un conte d'actualité

Il a été présenté au public le weekend dernier à l'ancien abattoir converti en espace culturel baptisé, Somewhere Maloko sis à Bonassama, dans le 4<sup>ème</sup> arrondissement de la ville de Douala.

Un grand cercle. Des feuilles de bananier fraîches et morte, quelques flammes et un grand Djembe au milieu du cercle. Des enfants avides et des spectateurs curieux tout autour du cercle. Ils sont assis sur des bancs en bois, à même le sol, debout ou accrochés à un pneu. Un décor de grand soir au village. Cela fait seulement deux mois que l'espace a été créé et ce conte a été sélectionné pour le bonheur des visiteurs. Kombo, le petit sorcier. Écrit et performé par Ondoa l'Afrikain. Accompagné de percussions, Les deux artistes font leur entrée sur scène sur un air trop sérieux et déguisé. Ils avancent tout doucement vers le rond central. Sur un solo qui fait appel à la gestuelle, ils disent leur ras-le-bol face à notre culture en décrépitude. Ils brandissent d'ailleurs comme preuve, un livre d'Africultures publié par les éditions L'Harmattan avec des collaborations de Tony Mefe et



Patrice Nganang. Il est intitulé : «Cameroun, la culture sacrifiée».

## La première pierre

Le public est d'accord. En témoigne les applaudissements. Mais il faut rester concentré sur l'essentiel, le conte «Kombo, le petit sorcier». Les deux compères racontent avec humour ce texte

mêlant traditions et modernité. Leçon de morale : que celui qui n'a pas encore fait du mal jette la première pierre. Une paraphrase d'un passage Biblique que les chrétiens et non chrétiens connaissent bien. Ondoa l'Afrikain rit de cette folie sociale qui consiste à invectiver autrui, le juger, l'emprisonner...il fait bien allu-

sion «à l'actualité. Des détenus de l'opération épervier. On peut bien punir mais justement et selon nos réalités». Ballai traditionnel, fil noir, herbes thérapeutiques, du sable, de l'eau...Personne justement dans l'assistance n'ose lui jeter la première pierre. Au bord du fleuve Wouri ce soir du 14 avril, retentissent applaudissements à la

suite des questions pour terminer. Un beau spectacle au finish qu'il faut mieux peaufiner. Eviter des blancs pendant la performance ; réduire certains tableaux trop longs au final...servir un spectacle court et frais pour éviter que le public ne se rassasie mais qu'il ait toujours faim.

Adeline TCHOUAKAK

## Les Gens

## Stéphane Eloundou : «Faciliter la réinsertion sociale des jeunes à travers la culture»

Ceux qui côtoyaient la zone de Bali à côté de l'ancien siège de la Société camerounaise de l'art musical (Socam) le connaissent bien. Ils tenaient un espace culturel tout près. Il a fermé, a passé des mois en Afrique de l'Ouest et est revenu au Cameroun créer un espace culture baptisé «Somewhere». Le plasticien a aménagé et utilise l'ancien abattoir de Bonassama. Il nous le présente dans cet entretien.

**Pouvez-vous présenter cet espace culturel que vous venez d'aménager ?**

Avant de répondre à la question, j'aimerais bien me présenter. Je suis artiste plasticien aujourd'hui, scénographe et metteur en scène. L'initiative Somewhere part d'une envie depuis Bali, Bonapriso ... de créer des espaces urbains de forme artistique. Somewhere pour marquer cette volonté d'être quelque part comme à Bonassama aujourd'hui. Et je me réjouis d'avoir pu rassembler autour de ce projet, plusieurs disciplines artistiques. On a par exemple ici, le Conte, l'art culinaire, la lutte traditionnelle, la mode, l'art plastique etc. Nous n'avons pas



encore de musique parce que cela nécessite de la logistique que nous n'avons pas. Mais le challenge c'est d'avoir un espace qui fusionne toutes les dimensions artistiques.

**Comment avez-vous découvert cet espace vide et ouvert au fleuve Wouri ?**

(Sourire) C'est une histoire marrante. En fait, j'étais à Bonassama avec des amis et de passage ici, j'ai eu envie de me mettre à l'aise. Comme l'espace était désert, je fonce et je découvre quelque chose de magnifique et d'exquis ouvert à

la nature. Comme je sortais du Sénégal où j'ai vu comment les artistes avaient pu fusionner l'eau et l'espace Terre, tout s'est éclairci dans mon esprit. J'ai soumis mon intention à la chefferie de Bonassama et j'ai eu l'autorisation de proposer à la population cet espace culturel.

**Autrefois appelé ancien abattoir et abandonné depuis plus de 10 ans, la revalorisation de ce lieu a-t-il été aisé ?**

Cela n'a surtout pas été facile. On s'est battu pour défri-

cher, mettre la peinture et organiser comme on le pouvait afin que cet espace puisse faciliter la réinsertion sociale des jeunes à travers la culture et valoriser notre patrimoine. Nous espérons que les mécènes vont suivre et nous soutenir pour que nous puissions atteindre nos objectifs et faire de cet espace culturel, un lieu où les artistes d'ici et d'ailleurs se retrouvent.

**Pourquoi à chaque fois, chercher à rassembler les artistes en un lieu. C'est une nécessité pour vous ou une passion ?**

Personnellement en tant qu'artiste, j'ai eu de grosses difficultés à diffuser mes œuvres. Tout part de là. D'un autre côté, je pense que l'art autant que le sport est fédérateur. C'est pourquoi j'ai mis en place ce que j'appelle, une installation urbaine. Cette forme artistique assure la pérennité et permet de former les jeunes pour qu'ils prennent le relais.

**Comment sont recrutés les artistes que vous programmez ?**

Nous faisons une petite sélection mais les gens doivent savoir que l'espace est ouvert à tout le monde et à toutes les formes d'art. Nous travaillons à l'accompagnement et à la présentation de l'œuvre d'art selon les possibilités que nous donne l'espace. Mais ce n'est pas évident. Nous espérons que les mécènes vont suivre.

Entretien avec  
Adeline TCHOUAKAK

## Les Gens

## Constance Ejuma nommée au Die Serial Festival



Constance Ejuma est nommée au Die Serial Festival pour son rôle dans la web série « Consequences ». La « Best Female Protagonist » au Nevada women's Film Festival en 2016 aux Etats Unis avec le film Ben&Ara, est nommée dans la catégorie « Meilleure second rôle ». L'actrice camerounaise qui a eu un rôle dans Black Panther qui bat actuellement tous les records au box office américain, continue son ascension et de la plus belle manière. La quatrième édition du Die Serial Festival est un événement dédié à la valorisation des films et des séries web indépendantes, qui se tient du 8 au 10 juin 2018 dans la ville de Giessen. En attendant les résultats, un maximum de soutien pour notre Black Panther women.

AuLetch.com

## JEUX DU COMMONWEALTH

## Wilfried Seyi sauve l'honneur de la Team Cameroun

Impuissants dans les records et les performances sportives mais champions incontestés dans la fugue, les athlètes camerounais qui étaient de l'expédition australienne ne doivent leur participation qu'au jeune boxeur qui a réussi l'exploit d'arracher au moins une médaille en argent à ces Jeux.

Les Jeux de la honte ! Une compétition à vite oublier. Un voyage qui n'en valait peut être pas finalement la peine. Une expédition foireuse en terre australienne. Une déconvenue pour dire le moins. Ce Cameroun qui a pris part à la 21<sup>e</sup> édition des Jeux du Commonwealth à Gold Coast, à quelques rares exceptions, n'a pas fait honneur au drapeau. Ce vert-rouge-jaune que Françoise Mbango a valablement représenté au saut en longueur, sanctionné par deux précieuses médailles en or avant de décider de chanter la Marseillaise quelques années plus tard. En un mot comme en mille, l'histoire retiendra que le cru des athlètes cette année, a réalisé l'un des flops les plus retentissants. Avec une délégation de 42 membres, la moisson n'a pas été abondante pour le pays des Lions indomptables.

### 31<sup>e</sup> sur 42 nations en lice

Classé 31<sup>e</sup> sur 42 nations en lice, le Cameroun est passé loin de l'Or et se contente plutôt de deux maigres médailles de bronze et une médaille d'argent. Marcel Mayack II a remporté le 14 avril 2018, la médaille de bronze au triple saut (avec un bond de 16.80m, le champion du Cameroun en titre a battu son record personnel), et la deuxième médaille de bronze a été arrachée en Haltérophilie par Clémentine Meukeugni (90 kg). Wilfried Seyi s'est contenté de la médaille d'argent en concédant samedi dernier, la victoire à l'indien Vikas Krishan. Le pugiliste réalise ainsi la meilleure performance du Cameroun en Gold Coast. La meilleure performance de la nation du feu Joseph Bessala remonte en 2002 à Manchester en Angleterre avec 12 médailles dont 9 en or, une en argent et deux en bronze. L'Australie, pays hôte totalise 198 médailles dont 80 en or.

### Médaillé d'or de la fugue

Si la moisson n'a été florissante pour le Cameroun sur les aires de compétition, elle l'a été plutôt dans la rubrique des faits divers avec la fugue de 8 athlètes que sont l'altérophile Olivier



Matam et les boxeurs Simplice Fotsala et Ndzie Tchoyi Christian qui ont été les premiers à prendre la fuite. Avant d'être rejoints dans cette évasion devenu à la mode par Fokou Arsene, Yombo Ulrich et Ndiang Christelle (boxeurs) ; Minkoumba Petit David et Fouodji Archangelina Sonkbou (haltérophiles). A la vérité, la fuite des athlètes camerounais lors des compétitions internationales n'est pas un phénomène nouveau. En 2012, lors des Jeux olympiques de Londres, pas moins de sept ambassadeurs nationaux avaient pris la clé des champs.

Au lieu de 42 au départ, la Team Cameroon

était retournée au bercail avec 35 athlètes seulement. Un an avant aux Jeux de la jeunesse du Commonwealth à Manchester, deux athlètes de 16 ans avaient également déserté juste avant de prendre l'avion. L'évasion est donc en passe de devenir un sport national. Mais ces fugues viendraient tout simplement mettre en évidence, le malaise qui anime la jeunesse camerounaise toute entière. Préjudiciables à l'image du pays ou pas, de nombreux camerounais soutiennent ces déserteurs. Il est temps de stopper la saignée.

C.T.

## Cœur de Lion, poings en acier

A seulement 20 ans, il est déjà un gladiateur ! Ce n'est donc pas un hasard si c'est Dieudonné Wilfried Seyi qui a porté le drapeau vert-rouge-jaune du Cameroun au stade Maracana de Rio de Janeiro lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques le 5 août 2016. Éliminé précocement en 8<sup>e</sup> de finale, le jeune homme en a pris de la graine. Lui qui voulait jouer au football et rester à l'écart de la boxe. Mais, l'amour pour cette discipline au cœur de la vie de son géniteur (Rim Séyi) a eu raison de ses choix. Au bout du compte, il y a mis cœur, âme, passion, soutenu par son père, mi-lourd, qui était par ailleurs, son principal sparring-partner. Des séances de travail individuelles et des séances de visionnage des combats de son idole, Floyd Mayweather ont contribué à forger sa personnalité sur le ring. Garde haute et forte, anticipation, vivacité, tactique de poussée appliquée à la lettre, finesse, Wilfried Seyi (75 kg, poids super moyens) adapte son combat à l'adversaire. Le voir boxer est un régal. On dirait presque qu'il a été fait pour la discipline. A Yaoundé, le médaillé d'or aux Jeux africains de 2015 (sa première compétition d'envergure), a son public. S'il est en pleine ascension, il sait travailler dur, des heures et des heures. Après Gold Coast, il ira chasser l'Or qui lui échappe depuis quatre ans.

C.T.

## DOMINIQUE MARTIN SAATENANG

### «Jackie Chan lui-même, s'excuse de son absence»

Le Cameroun a abrité du 2 au 7 avril 2018, le 1er Festival africain des arts martiaux (Fadam), un événement international inédit en Afrique, qui s'est déroulé dans les villes de Yaoundé, Douala et Limbe. Des près de 500 artistes martiaux venant de 50 pays du monde, deux invités spéciaux ont manqué à l'appel. Notamment Jackie Chan et Gerard de Pardieu. Des absences mal accueillies par les spectateurs Camerounais qui se sont mobilisés pour principalement ces deux stars. Au Cours d'une conférence de presse donnée lundi dernier à Douala, le promoteur du festival, le camerounais, Dominique Saatenang, baptisé le « Bruce Lee Africain », « le chinois noir », a fait le bilan de cette première édition, et a surtout justifié les raisons de l'absence Jackie Chan et Gerard de Pardieu.

**Au terme de cette première édition du Fadam, qu'est-ce qu'on peut retenir en terme de bilan ?**

Je tiens à remercier les journalistes qui sont venus nombreux à cette conférence de presse. Cela me montre encore à quel point les arts martiaux ont une place au Cameroun et en Afrique en général, et nous devons encore travailler davantage pour que les arts martiaux ne soient plus marginalisés. Je suis amplement satisfait de cette



organisation, dans la mesure où, pour une première édition, vu le nombre des délégations qui se sont mobilisées, du spectacle qui a été offert au public, je peux dire aujourd'hui, que je suis heureux de savoir que nous avons pu ensemble offrir ce spectacle. L'accueil était merveilleux, et je me suis senti fier d'être camerounais. J'étais heureux d'avoir organisé ce festival au Cameroun et non ailleurs.

**Cette édition a peut-être été un succès, mais elle reste marquée par l'absence des stars annoncées, Jackie Chan et Gerard de Pardieu, très attendues par le public ?**

Dans la vidéo que nous avions diffusée, enregistrée et envoyée par Jackie Chan lui-même, il s'excuse de son absence. Ce sont des choses qui peuvent arriver, ce sont des contraintes de dernière minute. Évidemment le chef

spirituel a envoyé une forte délégation. Il était présent par la troupe du Shaolin. Gérard de Pardieu qui est le parrain, à la dernière minute, n'a pas pu se libérer et s'en est excusé. Mais, il faut dire que l'absence de ces personnalités, qui au moins, parlant de Jackie Chan, a pris le temps, d'enregistrer une vidéo de plus d'une minute, pour s'excuser, malgré ses occupations, prouve aujourd'hui à tout le monde, que ces stars soutiennent le Fadam. Jackie a même souhaité longue vie au festival. Même jusqu'au lendemain. Gérard m'a appelé pour savoir comment le festival s'est déroulé. Il était de cœur avec les Camerounais.

**Le Fadam qui est un événement africain annuel, est-ce qu'on peut avoir une idée sur la préparation de la deuxième édition ?**

Le Fadam est un événement Panafricain. Le Cameroun a abrité la première édition. La deuxième se tiendra dans un autre pays. Maintenant étant donné que le Cameroun n'a pas ce genre d'événement, nous avons créé le Fecam (Festival Camerounais des arts martiaux), qui se déroulera chaque année. Le prochain pays qui accueillera la prochaine édition, sera choisi en fin mai par le Comité d'organisation.

**Est-ce que les acteurs d'arts martiaux camerounais ont été associés à cet projet ?**

Effectivement les artistes camerounais ont été associés, sur le plan local qu'international. Dans la mesure où, au niveau du Cameroun nous avons pris la peine de faire un casting. On a sillonné le Cameroun, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest pour sélectionner les artistes et les préparer. C'est pour cette raison qu'au festival, il n'y avait pas trop de décalage. Mais j'avoue qu'il faut encore améliorer leur niveau. Je pense qu'avec le Fecam on aura quelque chose de meilleur.

Entretien réalisé par M.L.M.

## CHAMPIONNAT DE VACANCES

### Nanga Eboko renoue les liens avec le handball

C'est dans le souci de permettre aux jeunes de cette localité de mieux vivre leur passion, que Symbe Simon Monique met sur pied le championnat de vacances de handball

Nanga Eboko, localité située dans le département de la haute Sanaga, région du centre, retrouve enfin ce qui était resté pendant longtemps non pratiqué et non encadré par ses natifs. La pratique du handball qui a été pendant longtemps une discipline sportive très prisée dans cette partie du pays, a perdu au fil du temps de la considération. Pourtant, une ville qui a regorgé des stars planétaires en handball dans les années 80. Soucieux donc de redonner du blason à ce sport et permettre aux jeunes de Nanga Eboko d'assurer l'héritage que leur ont laissé les ancêtres afin de le pérenniser, Symbe Simon Monique profite donc des prochaines vacances pour organiser ce championnat de handball.

Ancien chevalier du mérite sportif 3<sup>e</sup> classe, Symbe Simon, en organisant ce championnat, veut ainsi satisfaire non seulement un désir personnel, mais aussi collectif. « *J'ai toujours été dans la pratique du sport à tous les niveaux et je pratique même plusieurs disciplines. Dans les années 80, j'ai fait la promotion du handball mais à un moment on s'est fatigué vu que les jeunes ne s'y intéressaient pas vraiment et la ville a perdu ses essences. Mais puisqu'aujourd'hui ils y accordent encore de plus en plus d'intérêt, c'est la raison pour laquelle nous voulons renouer avec cette activité* », dévoile-t-il.

Le championnat qui débute du 14 juillet au 26 août 2018, mettra en confrontation les 4 équipes qui auront payé leur affiliation. « *Chaque club doit verser une somme de 5.000 frs auprès du Rév. Watah Tidjang Thomas à Nkol Mvam (Epc) et recevra automatiquement comme récompense de participation, un ballon* », informe Symbe Simon. N'ayant pas assez de moyen pour lancer un championnat mixte, seul le championnat féminin sera lancé. Les rencontres se joueront les samedis et seront une aubaine à saisir pour les athlètes. « *Nous appelons ceux qui ne jouent pas de venir soutenir ceux qui jouent et que ceux qui seront des acteurs effectifs soient disposés à vendre leur talent parce que lors du championnat nous allons faire descendre certains spécialistes du handball dans la ville puisque nous avons déjà saisi la Fécahand pour qu'elle nous apporte un appui pour la détection des talents* », renchérit-il.

Rostand TCHAMI (Stg)